

Université du Québec à Montréal

*De l'émergence à la consolidation de l'État russe
Une étude de cas : les deux guerres de Tchétchénie
(1994-2003)*

Mémoire présenté à l'Université du Québec à Montréal
dans le cadre de la maîtrise en science politique
sous la direction de M. Jacques Lévesque
Département des sciences politiques

Par
Isabelle Boudreau
Code permanent : BOUI 11607907

Décembre 2005

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article **11** du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de mémoire, M. Jacques Lévesque, professeur au département de science politique à l'UQAM. Sa fascination pour la Russie se reflète grandement à travers son travail pédagogique et son enseignement fut déterminant dans ma démarche et mon intérêt envers le monde russe. Merci aussi à M. Michel Roche, chargé de cours en science politique à l'UQAM, ainsi qu'au département de science politique, pour l'opportunité offerte de vivre un séjour inoubliable en Russie en mai 2004. Merci à mes parents pour leur soutien inconditionnel et leurs encouragements tous au long de mon parcours universitaire. Finalement, merci à mon conjoint pour son support et sa compréhension.

Table des matières

Résumé	i
INTRODUCTION	1
L'incidence du cas tchétchène dans l'élaboration politique de la Russie post-soviétique	1
CHAPITRE 1	8
Aux origines des guerres de Tchétchénie	8
1.2. Une crise constitutionnelle	10
1.3. La première intervention	13
1.4. Un bien mauvais « remake »	15
1.5. Les contextes politiques d'analyse	16
- Le contexte d'émergence (1991-1996) :	16
- Le contexte de Consolidation (2000-2004)	19
1.6. La Tchétchénie : victime de la crise identitaire russe ?	22
CHAPITRE 2	25
L'Émergence : un État politique fragile :	25
<i>La première guerre de Tchétchénie (1994-1996)</i>	25
2.1. À la recherche d'une stabilisation institutionnelle	28
2.2. Défendre l'intégrité du territoire russe	33
2.3. Une démonstration de force	38
2.4. Une armée en décomposition	42
2.5. Une lutte d'influence : le Conseil de Sécurité ou la suprématie du clan des Faucons	46
2.6. La question géostratégique des oléoducs	50
2.7. La première guerre de Tchétchénie : reflet de problèmes endémiques du nouvel État russe	52

CHAPITRE 3	56
La Consolidation : retour à un autoritarisme politique.....	56
<i>La deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2003)</i>	56
3.1. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine	56
3.2. Tchétchénie : prise de pouvoir	58
3.3. La restauration de l'État	62
3.4. La verticalité du pouvoir	66
3.5. Des indicateurs de la dérive autoritaire du régime.....	67
3.5.1. Le cas tchétchène et son incidence sur la censure des médias.....	70
3.5.2. Dans la logique « antiterrorisme »	74
CONCLUSION	77
La guerre de Tchétchénie comme indice du développement étatique russe	77
Annexe 1	81
Annexe 2	83
Annexe 3	84
Annexe 4	85
Bibliographie.....	86

Résumé

De l'émergence à la consolidation de l'État russe Une étude de cas : les deux guerres de Tchétchénie (1994-2003)

Ce mémoire se veut une analyse comparative du rapport de l'État russe aux deux guerres de Tchétchénie (1994-1996;1999-2003), à travers les particularités des deux régimes politiques post-soviétiques, soit sous la présidence de Boris Eltsine (1991-2000) et sous Vladimir Poutine. (2000-2004). Le premier conflit tchétchène sera analysé en fonction du contexte d'émergence d'un État politique fragile, alors que le second sera analysé en fonction du contexte de la consolidation de l'État russe par un retour à un autoritarisme politique. Essentiellement, il y sera démontré les interrelations entre le conflit en Tchétchénie et les évolutions politiques et sociales en Russie post-soviétique.

Introduction

L'incidence du cas tchétchène dans l'élaboration politique de la Russie post-soviétique

Le 11 décembre 1994, ordre est donné à l'armée russe par la présidence de la Fédération de Russie, avec à sa tête M. Boris Eltsine, de marcher sur Groznyï, capitale de la Tchétchénie. Or, ce qui était présentée initialement par le pouvoir fédéral russe comme une simple opération de police destinée à mettre au pas, en moins de quarante-huit heures, la petite république indépendantiste du Caucase, se révéla plutôt comme un véritable désastre militaire, mais surtout politique, pour le nouvel État russe. Or, malgré l'impasse retentissante de la première guerre de Tchétchénie pour la Russie, tant sur le plan militaire, politique, et économique; en plus de ses effets désastreux sur l'opinion publique russe et internationale, le pouvoir central se lancera dans une seconde guerre en 1999.

Or, pourquoi cet interminable conflit avec la Tchétchénie alors qu'aucun des autres peuples de l'ex-URSS n'est ou n'aura été en confrontation ouverte avec la Russie?¹ Et, pourquoi cet acharnement de la Russie contre les Tchétchènes puisque «*l'effet domino* » tant redouté par le régime russe ne s'est pas manifesté? Pour le pétrole ? Or, l'oléoduc qui passait par la Tchétchénie a été doublé depuis par un autre oléoduc, qui passe maintenant directement à travers le territoire autonome du Daghestan jusqu'à la mer Noire. Et que penser de l'argument de la lutte contre le terrorisme? Or, si les Tchétchènes obtenaient leur indépendance, la Russie obtiendrait

¹ Certains ont acquis leur indépendance avec quelques difficultés (Lettonie, Lituanie) ou d'autres ont réussi à trouver une quelconque cohabitation dans le cadre de la Fédération de Russie (Tatars, Daghestanais).

probablement une réduction considérable des attentats terroristes commis sur son propre territoire.

La chute du régime communiste, après plus de soixante-dix années de domination, de peur, et de privations pour la population russe, avait laissé entrevoir de nouvelles possibilités. La libéralisation de l'économie, l'instauration de la démocratie et de la liberté de presse, toutes ces nouvelles réformes contribuaient à faire émerger la Russie d'une interminable période sombre. Tout était alors à construire : un nouveau régime, de nouvelles institutions, de nouvelles élites, de nouveaux partis, de nouveaux droits, une nouvelle économie, la formation d'une véritable société civile, etc.

Puis il y eut la première guerre de Tchétchénie. Puis la deuxième. Comme un arrière-goût amer, une illusion de déjà vu, une énorme tache dans le parcours russe vers une accession à la modernité économique et sociale à « *l'occidental* ». Ou peut-être, comme l'affirment certains russologues, la Tchétchénie ne serait après tout qu'un miroir grossissant d'un régime qui éprouve d'énormes difficultés à se débarrasser de ses anciennes habitudes...

La question tchétchène nous renvoie directement aux problématiques découlant de la désintégration de l'URSS : une possible désintégration de la Fédération de Russie, la construction d'une nouvelle identité nationale et territoriale russe, des questions stratégiques de recompositions régionales, des enjeux économiques et géopolitiques, un nouveau positionnement américain et européen face à la Russie, une restructuration de la scène internationale sous l'angle de la lutte antiterroriste, etc.² Une quantité considérable d'ouvrages et d'analyses ont été publiés dans les dernières années qui se sont tous intéressés à ces questions stratégiques de la

² Anne Le Huérou, Aude Merlin, Amandine Regamey, Silvia Serrano, Tchétchénie : une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'étau de la guerre, Éditions Autrement, Paris, 2005, p.9.

période post-soviétique, comme tout autant d'ouvrages auront été consacrés à l'historique et aux analyses des relations conflictuelles entre Russes et Tchétchènes. Or, la question tchétchène est très rarement articulée avec l'ensemble des analyses produites sur la Russie, et très peu mise en relation avec les transformations sociales et politiques qu'a connues la Russie depuis une quinzaine d'années.

Pour notre part, nous avons choisi de nous intéresser à la question tchétchène, mais exclusivement dans son rapport à la politique russe. En premier lieu, nous nous sommes questionnés sur le sens et les conséquences des deux guerres de Tchétchénie, qui eurent lieu dans deux contextes particuliers de l'évolution de la politique russe post-soviétique (1994-1996 et 1999-2003). Comment ce conflit, qui la première fois survient dans une période d'affaiblissement matériel et social de l'État russe, à travers une période de « *construction étatique* », a-t-il pu influencer les nouvelles institutions politiques et sociales en Russie, et *vice-versa* ? Or, même questionnement pour la deuxième intervention (1999-2003), qui cette fois intervient dans une période de consolidation et de renforcement du régime russe. Et par-dessus tout, nous avons cherché à comprendre pourquoi, malgré les échecs politiques, militaires et sociaux d'une première intervention armée en 1996, le pouvoir fédéral s'est-il lancé dans une nouvelle guerre en 1999 ?

Ce mémoire abordera l'évolution de la situation politique et sociale russe de 1994 à 2004, en parallèle avec la question du cas tchétchène. Cette analyse sera effectuée parallèlement à l'analyse comparative de deux étapes distinctes de la configuration du nouveau régime politique russe : son *Émergence* et sa *Consolidation*. Nous tenterons de démontrer que le rapport de l'État russe à la question tchétchène se transforme et se modifie de 1996 à 2004, pour en arriver finalement à servir la cause ou être victime de la construction identitaire russe. Notre hypothèse centrale est qu'il existe une interrelation forte entre le conflit tchétchène et les évolutions politiques de la Russie post-soviétique. La guerre de Tchétchénie, de

par sa gestion politique, le comportement de l'armée sur place, et l'attitude de la population russe face à cette situation conflictuelle, constitue un cadre d'analyse pertinent dans l'étude de l'évolution et du fonctionnement du pouvoir et de la société russes.

L'analyse du cas tchéchène est pertinente puisqu'elle est fortement révélatrice des transformations politiques et sociales qui se déroulent en Russie depuis la chute de l'URSS. Selon la spécialiste de la Russie, Anne Le Huérou, « *la guerre de Tchétchénie semble être un miroir déformant ou grossissant, révélateur de problèmes et d'enjeux qui dépassent le conflit lui-même. Ceux-ci touchent tant aux évolutions politiques et sociales en Russie qu'à la manière dont l'identité russe se (re)construit dans le contexte de la disparition de l'Union soviétique.* »³ Dans ce contexte, nous affirmons qu'il existe une interrelation forte mais complexe entre le conflit en Tchétchénie et les évolutions de la société et du pouvoir russes. À cet égard, nous estimons que les problèmes particuliers de consolidation de l'État russe durant les deux périodes étudiées constituent d'importants facteurs d'explications de l'implication de la Russie dans les deux guerres de Tchétchénie.

Ainsi, nous tenterons de démontrer que les circonstances, les conséquences et les résultats du conflit seront grandement influencés par les démarches, et parfois même les dérives, qu'apportent les tentatives de construction identitaire nationale et territoriale russe. Tout au long de notre analyse, l'étude de l'évolution politique de la Russie, en lien avec la question tchéchène, nous amènera à nous interroger sur un point précis: la Russie aurait-elle plus besoin de la guerre de Tchétchénie que de la Tchétchénie elle-même ?

³ Anne Le Huérou et Autres., *op. cit.* , p.109-110.

Pour enrichir notre analyse, nous reviendrons d'abord brièvement dans le premier chapitre sur les relations conflictuelles russo-tchéchènes dans le but de bien comprendre l'origine et les justifications des guerres en Tchétchénie. Nous expliquerons par la suite les deux principaux cadres d'analyses utilisés, c'est-à-dire le contexte d'*émergence* et des efforts de construction de l'État russe (sous la présidence de Boris Eltsine - 1994-2000) et le contexte de *consolidation* (sous la présidence de Vladimir Poutine – 2000-2004). Nous examinerons par la suite le rôle de la Tchétchénie dans la crise identitaire russe avec les enjeux et les impacts pour un nouvel État de définir un « *ennemi de l'intérieur* ».

Nous évaluerons plus en détails dans le deuxième chapitre la réceptivité de l'État russe face à une situation de déstabilisation sur son propre territoire. Nous évaluerons les enjeux de la première guerre de Tchétchénie pour le pouvoir russe, en parallèle avec l'évolution du pouvoir : la défense de l'intégrité du territoire, la restauration de l'image d'une Russie « humiliée » par la chute de l'URSS, les enjeux géostratégiques, les conséquences d'un État au pris avec de très grandes luttes d'influences (notamment au sein du Conseil de Sécurité) et les difficultés rencontrées par la gestion étatique d'un Président qu'on accuse d'être le principal responsable de la chute de l'URSS.⁴

Nous démontrerons à travers ce deuxième chapitre que la guerre de Tchétchénie constitue un reflet des problèmes endémiques du nouvel État russe: institutions politiques faibles et fragiles, luttes d'influence néfastes au Kremlin, mauvaise coordination des organes de sécurité, présence d'une armée désorganisée et corrompue, d'une société civile faible, etc.

⁴ Eltsine, souvent absent et malade, oblige les observateurs à se demander qui dirige alors la Russie ?

Le troisième chapitre analysera le contexte de consolidation du régime et de ses institutions (2000-2004) en lien avec la deuxième guerre de Tchétchénie. Il y sera question de l'introduction d'un nouvel acteur, le Président Vladimir Poutine, et des nouveaux rapports de force au Kremlin, ainsi que de la restauration progressive de l'autoritarisme politique. Ce dernier point sera analysé à travers différents indicateurs présents dans des régimes dits « autoritaires », et se refléteront pour la Russie notamment par un retour à l'ordre et aux discours nationalistes, la recentralisation excessive du pouvoir et le retour de la censure médiatique.

Ainsi, notre analyse comparative de ces deux périodes de l'histoire post-soviétique nous permettra d'en arriver à la conclusion que la question de la Tchétchénie apparaît dans une période d'affaiblissement matériel et social de l'État russe et qu'en raison des revers militaires et politiques subis tout au long du conflit, les guerres de Tchétchénie contribueront davantage à l'affaiblissement de l'État russe qu'à sa consolidation.

La démarche adoptée pour ce mémoire s'inscrit essentiellement à travers une analyse des sources. Initialement, tous les ouvrages traitants des deux guerres de Tchétchénie auront été consultés et ce, à travers une démarche de compréhension des origines, des enjeux, et des circonstances des deux guerres de Tchétchénie. Or, malgré le manque d'analyses et d'observations de terrain,⁵ d'excellents récits journalistiques publiés ces dernières années sur l'état des lieux en Tchétchénie auront été consultés.⁶

⁵ L'État russe n'a produit presque aucune accréditation aux journalistes étrangers, et même russes, pour couvrir les deux conflits. L'entrée dans la petite république est terriblement dangereuse pour les étrangers qui sont vulnérables aux rapt et enlèvements de tous genres.

⁶ Voir les ouvrages d'Anne Nivat, d'Anna Politkovskaia, Isabelle Astigarraga, Andreï Babitski, etc.

Ensuite, des sources primaires sur la politique russe de 1994 à 2004, des études parues dans des périodiques français et américains sur les guerres de Tchétchénie, ainsi que des analyses de fond sur les conséquences des guerres et leurs liens avec la politique russe auront été utilisées. Finalement, des bibliographies portant sur la présidence russe, sous Eltsine et Poutine, auront été essentielles à notre compréhension des enjeux de la politique russe et des façons de l'envisager selon le ou les principaux acteurs au pouvoir.

Or, la proximité des événements étudiés nous a partiellement causé quelques difficultés, notamment par le manque de recul face aux analyses de la présidence de Vladimir Poutine qui fut nommé président en l'an 2000. De plus, nous avons dû avoir recours à certaines tendances politiques observables (comme la centralisation excessive du pouvoir ou un certain retour à l'autoritarisme), mais qu'il est encore difficile de considérer maintenant avec certitude comme caractéristique « définitive » du nouveau pouvoir en place.

Finalement, un certain manque d'objectivité de la part des analystes de la question des relations russo-tchétchènes, qu'ils soient russes, français ou américains, nous a parfois rendu la tâche plus complexe. Les récents attentats sanglants, que ce soit dans un théâtre de Moscou ou dans une école de Beslan (attentats qui sont revendiqués par les terroristes tchétchènes) servent à merveille la nouvelle propagande du régime russe et rendent souvent difficiles toutes analyses objectives de la situation.

Chapitre 1

Aux origines des guerres de Tchétchénie

1.1. Aux origines des relations conflictuelles russo-tchétchènes

La région du Caucase du nord, située entre la Caspienne et la mer Noire, d'une superficie équivalente au quatre cinquième de la France, est d'une grande complexité ethnique, religieuse et linguistique (plus de 40 langues différentes). Le Caucase a vu défiler à travers son histoire une succession de conquérants, des Mongols aux Perses, des Turcs à l'Empire Ottoman. L'empire russe s'y installe définitivement au 16^e siècle.

Pour bien comprendre les origines du conflit, il s'impose de faire un bref retour sur la complexité des relations russo-tchétchènes. Ainsi, la première confrontation entre Russes et Tchétchènes remonte au 17^e siècle. Les populations caucasiennes se sont toujours montrées très réticentes à toutes tentatives d'imposition de tutelle. Déjà, le gouvernement russe de l'époque considère et présente les Tchétchènes comme « *un simple ramassis de brigands sanguinaires avec lesquels on ne saurait avoir d'autres relations que celles fondées sur la force.* »⁷ La première guerre du Caucase durera ainsi de 1816 à 1864, et les Tchétchènes s'inclineront à la domination russe après une sanglante défaite, qui se terminera par la capture de leur chef, Chamil⁸. Selon l'historienne Vera Tolz, cette guerre aurait été « *la plus brutale*

⁷ Alexandre Dumas, Chamil et la résistance tchétchène contre les Russes, Éditions Nautilus, Paris, 2001, p.14.

⁸ L'Imam Chamil tentait de créer un État théocratique pan-islamique dans tout le Caucase, en déclarant la guerre sainte et le départ des « infidèles russes ».

de toutes les guerres coloniales russes »⁹ avec plus de 100 000 morts et 15% du budget de l'État russe consacré.

Depuis, les Tchétchènes, peu importe la génération à laquelle ils appartiennent, ont toujours été considérés comme une nationalité peu loyale à l'égard du pouvoir existant. Dans l'imaginaire tchétchène, la Russie demeure l'incarnation même de la puissance coloniale, et nous observerons à travers leur histoire l'existence permanente d'une culture de résistance qu'ils paieront, ma foi, fort cher, que ce soit par leur déportation exigée par Staline en 1944¹⁰, les nombreuses tentatives de « désislamisation » imposées par le régime soviétique (fermeture et destruction des mosquées), la collectivisation forcée de leurs terres, le remplacement de l'alphabet arabe par le cyrillique, les nombreuses « répressions culturelles » dirigées contre leur peuple, les milliers d'exécutions subies par les élites tchétchènes, etc.¹¹ La méfiance politique et le mépris manifesté envers le peuple tchétchène seront l'essence-même de la politique caucasienne de l'État russe, même après leur réhabilitation partielle « *post-stalinienne* ».

À l'ère de la *Glasnost* russe, différents groupes intellectuels tchétchènes vont se remettre à lutter pour la réhabilitation de leur peuple, en mettant notamment l'accent sur le retour de la « *Tchéchénie perdue* ». La notion de souveraineté, ainsi que le désir de se « libérer » de l'emprise russo-soviétique obtiennent beaucoup d'échos dans la population locale. Sous la période soviétique, tous les postes locaux de haute importance sont attribués à des cadres de nationalités russes, et un sentiment d'exploitation coloniale est fortement ressenti par la population tchétchène. La

⁹Michel Gurfinkel et Vladimir Fedorovski, Le retour de la Russie, Éditions Odile Jacob, Paris 2001, p.214.

¹⁰ Les Tchétchènes seront accusés par Staline de collaboration avec les Allemands lors de la Deuxième Guerre mondiale.

¹¹ Pour plus de détails sur les Tchétchènes sous la période soviétique, voir Patrick Karam et Thibaut Mourgues, Les guerres du Caucase : des Tsars à la Tchétchénie, Éditions Librairie Académique Perrin, Paris, 1995.

planification économique exigée par le régime soviétique oblige la Tchétchénie à une spécialisation de sa production en fonction uniquement des choix opérés par le pouvoir central.¹² La question de la maîtrise des ressources sera donc aussi à l'origine du projet indépendantiste tchétchène.

En 1988, une revendication écologique vient se greffer aux revendications nationales, et proteste contre la construction d'une usine chimique sur le territoire. Progressivement, un lien entre territoire, production locale, et identité nationale est créé, débouchant sur des revendications autonomistes, puis sécessionnistes. Le discours sur la réappropriation des ressources, perçues comme abondantes (comme le pétrole), se nourrit de la présence, sur le territoire de la Tchétchénie, de plusieurs raffineries et gisements de pétrole qui viennent alimenter le fantasme d'un « deuxième Koweït » et d'une possibilité d'auto-suffisance.¹³

1.2. Une crise constitutionnelle

Or, dans la période qui nous concerne, le conflit entre la Tchétchénie et la Russie débute essentiellement par une crise constitutionnelle. À la veille de l'effondrement de l'URSS, Gorbatchev, dans une perspective d'affaiblissement de la République russe et de son président Eltsine, négocie avec les républiques autonomes de la Russie comme si elles étaient constitutionnellement égales à la République Fédérative de Russie, ce qui encouragea les territoires autonomes de la Russie à obtenir plus d'indépendance. Mais dans les faits, seuls la Tchétchénie, le Tatarstan, le Bachkortostan et Touva, parmi les vingt républiques nationales autonomes de la

¹² Grozny fournissait 90% des huiles d'aviation pour toute l'Union soviétique.

¹³ Anne Le Huérou et Autres., *op. cit.*, p.15.

RSFSR, proclamèrent une souveraineté plus affirmée sur leur territoire et exprimèrent la volonté de sortir de la RSFSR.

Ainsi, en octobre 1991, deux mois après le putsch manqué contre Gorbatchev et deux mois avant la dissolution de l'URSS, la Tchétchénie se sépare de l'Ingouchie¹⁴ pour se proclamer république indépendante et sortir unilatéralement de la République fédérative de Russie. Boris Eltsine, devenu le premier président russe, celui qui autrefois encourageait les républiques à prendre autant de souveraineté que possible, tentera de contrer par la force la proclamation d'indépendance tchétchène, d'abord par un blocus économique,¹⁵ ensuite par des pressions militaires aux frontières. Le 8 novembre 1991, un groupe de *spetsnaz* russe se pose sur l'aéroport militaire de Khankala à Grozny, mais il est aussitôt bloqué par des Tchétchènes, désarmé et renvoyé couvert de honte du territoire qui, désormais, n'est plus la « *Tchétchénie russe* ».

Finalement, des menaces directes seront dirigées contre le président tchétchène.¹⁶ Mais malgré de nombreux pourparlers et quelques menaces, à aucun moment la Russie ne donne clairement le sentiment qu'elle veut récupérer à tout prix la Tchétchénie. Avant même les élections législatives et le référendum sur la nouvelle Constitution fédérale de Russie le 12 décembre 1993, Moscou savait déjà que la Tchétchénie n'organiserait pas de scrutin sur son territoire et qu'elle ne participerait plus à la vie politique russe. L'indépendance de la Tchétchénie semble alors à ce moment être passée dans les pertes et profits de l'éclatement de l'URSS, même si elle n'obtient toujours pas de reconnaissance du côté russe ...

¹⁴ Les deux peuples partageaient une même république autonome tchétchéno-ingouche.

¹⁵ Moscou considère que la Tchétchénie ne possède guère les moyens financiers, ni les débouchés sur le monde extérieur pour survivre très longtemps à son « indépendance ».

¹⁶ Djokhar Doudaïev, ancien général soviétique de l'aviation, a été élu président de la Tchétchénie par des élections très controversées et instaurera dans la République un régime dictatorial.

Or, en 1993-1994, la situation sociale en Tchétchénie tend rapidement à se dégrader : augmentation effrénée de la criminalité, enlèvements contre rançon, guerre de clans qui fait de grands ravages parmi la population, etc. La Tchétchénie de 1994, avant l'intervention de Moscou, est devenue un espace de « non-droit », une sorte de « trou noir » sur le territoire russe servant aux trafics de toutes sortes entre mafias criminelles, quelles soient tchétchène ou russe. La Tchétchénie « *indépendante* », sans frontière établie, voit naître sur son territoire des secteurs économiques de l'ombre qui jouissent largement d'une certaine tolérance de la part du pouvoir tchétchène, comme d'ailleurs du pouvoir fédéral. Trafics d'armes et de drogue, production de faux billets, détournements des oléoducs, la Tchétchénie est le terrain de plusieurs commerces illicites dans lesquels sont souvent impliqués certains hommes politiques au niveau fédéral qui recueillent une part substantielle de profits.¹⁷

Le meilleur exemple d'activités lucratives découlant de l'indépendance tchétchène pour certains dirigeants russes concerne notamment le domaine des armes. Car suite au démantèlement de l'URSS, à partir de novembre 1991, avait été décrété par le gouvernement russe la nationalisation de tous les types d'armement et de matériel militaires entreposés sur le territoire de l'ex-URSS. Les armements basés en Tchétchénie commencèrent ainsi à passer sous juridiction de la République tchétchène. Conformément aux instructions du ministère fédéral de la Défense, « *la Tchétchénie avait droit à la moitié des équipements militaires, notamment aux quelques dizaines d'avions militaires légers d'entraînement, stationnés sur trois aéroports militaires, à Khankala, à Assinski et à Kalinski.* »¹⁸ Or, les militaires russes, avant d'abandonner leur matériel en Tchétchénie, l'avaient rendu presque

¹⁷ J.B. Dunlop, Russia confronts Chechnya : the Roots of a Separatist Conflict, Cambridge University Press, 1998, p.127.

¹⁸ Sous la direction de Frédérique Longuet-Marx, Tchétchénie : la guerre jusqu'au dernier?, Éditions Mille et Une Nuits, 2003, p.29.

inutilisable. Par contre, dans plusieurs cas, le commandement militaire de Russie en Tchétchénie se livra ouvertement à un véritable trafic d'armements.

1.3. La première intervention

En 1994, la Tchétchénie revient au-devant de l'actualité russe. Boris Eltsine est accusé par ses adversaires d'être le grand responsable de la désintégration de l'URSS, et l'on craint que le même sort ne survienne à la fédération de Russie. Eltsine se doit alors de s'occuper davantage du cas tchétchène. Moscou pense pouvoir tabler sur une opposition tchétchène au président Doudaïev qui est loin de faire l'unanimité au sein de la population avec ses méthodes autoritaires, et alors de renverser le président pour y installer un régime pro-russe. La Tchétchénie pourrait ainsi réintégrer la fédération russe. Or, toutes les tentatives de négociations et d'interventions avortent. Des militaires russes sont faits prisonniers par l'armée de Doudaïev, et Boris Eltsine a de plus en plus de difficultés à nier toutes tentatives de subversion. Le gouvernement russe décide alors de ne plus traiter avec un « dictateur », cesse les négociations, et exige de revenir sur la tolérance *de facto* de l'indépendance tchétchène. L'intégrité du territoire russe n'est désormais plus négociable.

Ainsi, la volonté de démontrer aux autres républiques l'inviolabilité du territoire russe et le désir de faire taire les nationalistes et les communistes qui accusaient Eltsine d'être le grand responsable de la mort de l'URSS, amèneront la Présidence à intervenir sur le territoire de la petite République. Eltsine, profondément convaincu et influencé par son Conseil de Sécurité qu'il pouvait rétablir l'ordre en moins de quarante-huit heures, enverra ses troupes en Tchétchénie en proclamant l'« *état d'urgence* » avec l'espoir de ramener la république récalcitrante dans le

giron russe une fois pour toute. Or, c'est une véritable démonstration de force qui est déployée en Tchétchénie par le pouvoir central afin notamment de démontrer aux différentes régions qu'on ne badine plus avec l'intégralité territoriale de la Russie. Mais les conséquences de cette intervention ont été très mal calculées par les membres du Conseil de sécurité, et loin de prendre quarante-huit heures pour ramener la paix dans la république tchétchène, l'intervention se prolongera de 1994 à 1996. Les troupes russes subiront de très lourdes pertes, la résistance tchétchène se trouvant partout. La population russe et les médias critiqueront fortement l'enlisement du pouvoir dans un conflit interminable ainsi que le manque de coordination et d'organisation des interventions. L'État russe semble complètement déstabilisé et peu cohérent dans ses décisions. Du côté tchétchène, on se prépare à une grande guérilla contre l'occupant russe, « une guerre d'usure contre une armée qui ne peut se maintenir qu'à un coût financier, humain, moral, très élevé. »¹⁹

Or, la désapprobation de la population russe face à cette intervention qui se prolonge dramatiquement (des milliers de morts côté russe) ainsi que l'évidence d'un échec total du pouvoir russe dans sa stratégie militaire forceront Boris Eltsine à retirer les troupes de Tchétchénie et à amorcer des négociations de paix avec la petite république. Les accords de Khassaviourt²⁰ marqueront la fin de la guerre qui aura coûté la vie à près de 100 000 victimes²¹ (environ 10% de la population tchétchène et environ 5 000 soldats russes) en plus d'entraîner la destruction complète de Groznyï, capitale tchétchène, tout comme celle de dizaine de villages sur le territoire.

¹⁹ Mendras, Marie, « Tchétchénie, la guerre du Kremlin », dans *Esprit*, no 3-4, mars-avril 1995, p.112.

²⁰ Voir les accords de Khassaviourt en annexe p.84.

²¹ Comité Tchétchénie, *Tchétchénie : dix clés pour comprendre*, Éditions La Découverte, 2003, p.13.

1.4. Un bien mauvais « remake »

L'invasion du Daghestan, petite république voisine de la Tchétchénie, par des rebelles fondamentalistes qui tentent d'y installer la *charia*, sera le point de départ de la deuxième intervention russe dans le Caucase. Cette intervention des *wahhabites*, jumelée aux attentats des immeubles russes, donnera la justification au pouvoir fédéral d'intervenir à nouveau dans la région en 1999. Cette fois-ci, Vladimir Poutine est à la tête de la présidence russe et fait de la Tchétchénie son « *cheval de bataille* ». Face à la menace de déstabilisation de la Russie par des attentats attribués aux Tchétchènes, il promet d'aller les combattre « *jusque dans les chiottes* ». Or, suite au raffermissement du pouvoir central face à sa politique dans le Caucase, Vladimir Poutine devient l'« *Homme de la situation* » pour la majorité des Russes, ce qui lui assure une popularité sans précédent.

Du désir de la création, par le pouvoir central, d'une zone tampon pour assurer la sécurité du territoire russe autour de la Tchétchénie, pour en arriver finalement à la prise d'assaut de Groznyï, c'est une véritable revanche militaire que Poutine offre aux forces militaires russes qui lui seront, dès lors, acquis. La « *ligne dure* » est désormais privilégiée en politique intérieure et nous assistons à une centralisation progressive du pouvoir central. La nomination de nombreux anciens membres des services secrets (auxquels Poutine appartenait jadis) à des postes-clé dans l'administration font craindre un durcissement du régime, un contrôle des principaux médias, et un affaiblissement de la démocratie en Russie. La population, influencée par les médias et les discours nationalistes du gouvernement central, désigne la Tchétchénie comme principal « *ennemi intérieur* », et elle appuie désormais le gouvernement dans ses actions. Le gouvernement a maintenant les mains libres pour régler « *définitivement* » la question tchétchène...

1.5. Les contextes politiques d'analyse

Notre démarche d'analyse de la politique russe, de 1994 à 2004, en parallèle avec les événements des deux guerres de Tchétchénie, sera abordée dans ce mémoire à travers deux contextes politiques : l'*émergence* et la *consolidation* de l'État russe. L'originalité de l'expérience russe, comme l'explique Françoise Daucé, repose sur le fait que « *les transformations multidimensionnelles nées de la disparition de l'URSS se doublent du développement d'un conflit armé sur le territoire du nouvel État.* »²² De ce même point de vue, nous affirmerons ainsi que la guerre avec la Tchétchénie, de par ses exigences administratives, financières et disciplinaires, sera déterminante dans le processus visant à l'affermissement des structures étatiques russes. La gestion de cette guerre, qui intervient à deux reprises dans des contextes politiques distincts, contribuera à refléter de manière exacerbée certains problèmes liés à l'organisation et aux transformations du pouvoir en Russie.

Avant d'analyser l'influence de la question tchétchène sur l'établissement et la consolidation du pouvoir russe, il est important d'expliquer au préalable les contextes politiques dans lesquels interviennent les deux guerres de Tchétchénie.

- Le contexte **d'émergence** (1991-1996) :

Le premier contexte d'analyse, qui couvre essentiellement le premier régime post-soviétique sous la présidence de Boris Eltsine, nous aura été inspiré de la théorie de Philippe Braud²³ sur l'émergence de l'État. Ce dernier affirme que « *dans le cas d'États aux assises politiques encore fragiles ou bien de régimes qui, ambitionnant*

²² Françoise Daucé, *L'État, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, Éditions L'Harmattan, 2001, p. 231.

²³ Philippe Braud, *Science politique. 2- L'État*, Éditions du Seuil, Paris, 1997, p.53.

des transformations radicales de la société, s'exposent de ce fait à des résistances accrues, les gouvernants peuvent être tentés de recourir à une violence disproportionnée pour intimider, voir terroriser les rebelles éventuels ». Dans le cas qui nous intéresse, l'utilisation de la violence sera justifiée par le gouvernement russe par les menaces réelles d'éclatement de la Fédération de Russie, car la dissolution de l'URSS en 1991 n'aura pas mis un terme au processus même de désintégration. Eltsine, dont les adversaires lui reprochent de laisser se désintégrer la Russie après avoir lui-même liquidé l'URSS, ordonnera en décembre 1994 l'invasion de la Tchétchénie.

Ainsi, comme nous le démontrerons dans le chapitre suivant, la première intervention russe en Tchétchénie en 1994 avait un objectif essentiellement politique, celui de restaurer l'ordre constitutionnel sur le territoire russe et du même coup d'illustrer, par une démonstration de force, l'inviolabilité du territoire russe. Eltsine tente, avec cette première grande opération de force, de restaurer l'image de grande puissance d'une Russie « humiliée » par la perte de l'Empire et la perspective d'extension de l'OTAN vers l'Est. Dans un contexte électoral à venir, le Président cherchera aussi à confondre ses adversaires politiques qui l'accusent d'être responsable de la chute de l'URSS.

Voulant éviter le même sort de désintégration de l'URSS à la Russie, Boris Eltsine enverra les troupes fédérales dans la petite république sans se douter de la longévité des opérations et des difficultés encourues par l'armée russe. Or, cette première intervention relèvera certains problèmes endémiques du nouvel État : des institutions politiques faibles, une absence de vision claire et d'une politique cohérente de la part des dirigeants russes, des conséquences néfastes provenant des luttes internes au Kremlin, la désorganisation, la corruption, et le manque de coordination de l'armée russe, une concurrence nuisible entre les différents corps d'intervention, une société civile peu développée et peu critique, etc.

Mais plus que tout, ce sera l'absence d'une véritable politique caucasienne de l'État fédéral ainsi qu'un manque de vision à long terme qui seront mis en lumière à travers ce premier conflit. Par ailleurs, le chaos dans la stratégie militaire russe démontrera une faiblesse inhérente de l'armée russe. Eltsine, pris au piège d'une impitoyable lutte d'influence au sein du pouvoir,²⁴ dont les ordres de cessez-le-feu seront souvent ignorés, et confronté aux échecs répétés des interventions russes en Tchétchénie, sera forcé de conclure un accord de paix pour sauvegarder les fragiles institutions politiques naissantes. Ce sera à la fois un échec politique et militaire pour le premier gouvernement russe, forcé à une capitulation humiliante par les accords de *Khassaviourt*.

Or, cette tentative de restauration d'une « *Grande Russie* » et la stratégie de maintien au pouvoir à tout prix d'Eltsine prendront le pas sur les efforts de consolidation des institutions politiques, économiques, et sociales; et sur l'administration de problèmes aussi cruciaux que l'édification d'un nouvel ordre fédéral, la restructuration de l'appareil militaire de sécurité,²⁵ ou la lutte contre une corruption généralisée. Une telle démonstration de force manquée ébranlera les fragiles institutions centrales et les structures fédérales nouvellement constituées. Elle révélera notamment au grand jour les faiblesses du nouveau régime et son parcours difficile vers un véritable « *État de droit* »²⁶.

En effet, selon Françoise Daucé, spécialiste des questions militaires, la guerre justifie une modification des règles du jeu dans tout système politique. Dans le cas de la Russie, la guerre de Tchétchénie servira à « *limiter les interactions libres et*

²⁴ Lutte qui sera remportée par le clan des Faucons.

²⁵ Voir Yves Boyer et Isabelle Facon (dir.), « *La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture.* », dans *Repères stratégiques*, collection de la Fondation pour la Recherche Stratégique, Éditions Ellipses, 2000, p.69.

²⁶ Puisque les institutions exécutives russes, comme les organes législatifs, seront court-circuités dans tout le processus décisionnel de la guerre de Tchétchénie.

ouvertes entre les groupes politiques nouvellement créés, en plus de réduire le nombre d'acteurs des processus de prise de décisions. »²⁷ Dans un régime prétendant à la démocratie, les conséquences mêmes d'une guerre sont extrêmement néfastes sur le régime politique et la société.

C'est pourquoi la première guerre de Tchétchénie, comme l'affirme Jacques Sapir, sera l'aboutissement « *non pas d'un processus de reconstruction d'un État impérial qui se ferait les dents sur l'indépendantisme tchétchène avant de s'attaquer à des objectifs plus ambitieux, mais, tout à l'opposé, d'un processus de décomposition de l'État.* »²⁸ De ce point de vue, la guerre de Tchétchénie aurait pu être considérée « *par ses exigences administratives, financières et disciplinaires, comme un déterminant de l'affermissement des structures étatiques.* »²⁹ Mais au contraire, comme nous tenterons de le démontrer dans ce mémoire, la première guerre de Tchétchénie intervient dans une période d'affaiblissement matériel et social de l'État russe, et en raison des revers militaires et politiques subis tout au long du conflit, la première guerre de Tchétchénie contribuera davantage à l'affaiblissement de l'État russe qu'à sa pleine réalisation.

- Le contexte de **Consolidation** (2000-2004)

La reprise de la guerre, en 1999, coïncide avec la fin de règne du régime eltsinien, à bout de souffle et miné par la crise financière de l'été 1998, de la valse des premiers ministres, des scandales à répétition, etc. Plusieurs spécialistes considèrent cette guerre comme une guerre « *électorale* », servant à légitimer la montée en puissance de Vladimir Poutine.

²⁷ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.256.

²⁸ Jacques Sapir, *Le chaos russe*, Éditions La Découverte, Paris, 1996, p.191.

²⁹ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.231.

Ainsi, la passation du pouvoir du Président Boris Eltsine à Vladimir Poutine en 2000 sera le point de départ du deuxième contexte d'analyse et aura d'importantes incidences sur les motivations et enjeux de la deuxième guerre en Tchétchénie. Le nouveau Président s'attardera désormais à la consolidation de l'État russe par le renforcement de ses institutions politiques et économiques, en luttant contre la corruption, et en promettant de garantir l'ordre et la sécurité sur le territoire de la Russie. À la recherche d'une crédibilité électorale en vue des élections présidentielles de 2000, Vladimir Poutine utilisera la rhétorique d'une « *dictature de la Loi* » pour combattre la corruption, en plus d'user de méthodes autoritaires pour canaliser la perte de contrôle sur des pans entiers de la vie économique et régionale russe. Il parviendra ainsi à se bâtir une popularité sans précédent dans la population.

Dans ce nouveau contexte d'affermissement de l'État russe, nous assisterons à un retour graduel à l'autoritarisme politique que nous évaluerons par différents indicateurs, tous reliés aux enjeux de la deuxième guerre de Tchétchénie : une augmentation sans précédent du budget et du pouvoir militaire, le musellement et la censure des médias, des discours de plus en plus nationalistes, une opposition politique inexistante, le retour du prestige des forces de sécurité, et une graduelle décomposition du système démocratique. Les principes mêmes d'un régime politique démocratique seront bafoués par la guerre de Tchétchénie, ou du moins considérés comme secondaires. Ces principes seront très vite délaissés en échange d'une forte demande de stabilité, d'ordre et de sécurité au sein de la population, même au prix d'une limitation des libertés. Le pouvoir, ayant tiré les leçons du premier conflit, instaurera un contrôle sur le discours de la guerre, et la propagande fera partie intégrante de la nouvelle stratégie. Les médias seront notamment repris en main par le pouvoir politique.

Dans ce contexte de centralisation, notamment par le rétablissement de nouvelles relations entre le Centre et les régions de Russie, Vladimir Poutine adoptera la violence comme mode privilégié de résolution du conflit tchétchène, et nous assisterons à une véritable revanche du militaire sur le politique. Poutine utilisera la reprise de la guerre de Tchétchénie pour séduire les militaires et pour effacer l'image d'enlèvement du régime eltsinien durant le premier conflit. Tous les moyens seront désormais acceptés par le gouvernement russe pour rétablir l'ordre dans la petite république, et la politique de fermeté adoptée par le gouvernement visera à redonner un sentiment de puissance à la Russie. À l'ère des incertitudes, des frustrations, de la fracture entre la société et le pouvoir, et du sentiment d'insécurité généralisé, succèdera une dynamique de consolidation sociale et nationale.³⁰ Par ailleurs, la guerre de Tchétchénie servira aussi au rétablissement et au retour du prestige des « *structures de force* »³¹, éléments devenus cruciaux dans la politique du nouveau pouvoir. L'armée retrouvera désormais son ancien prestige après une profonde humiliation liée à la première guerre.

Par ailleurs, un nouvel enjeu, celui de la guerre internationale contre le terrorisme, deviendra incontournable dans les justifications d'une deuxième intervention en Tchétchénie. Suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, Vladimir Poutine dira s'attaquer au terrorisme international en combattant les rebelles fondamentalistes en Tchétchénie, présumés auteurs d'attentats sur le territoire même de la Russie ainsi que de nombreux enlèvements contre rançon. Désormais, la Russie deviendra partie intégrante du consensus occidental de la lutte contre le terrorisme et entretiendra de nouvelles relations avec son ancien ennemi : les États-Unis. La normalisation de la petite république sera désormais l'unique but recherché par le pouvoir central.

³⁰ Anne Le Huérou et Autres., *op. cit.*, p.119.

³¹ Structures chargées au sens large de la sécurité du pays comme le Ministère de la Défense, le Service Fédéral de Sécurité (FSB), Ministère de l'Intérieur, etc.

Ainsi, dans ce contexte politique, la guerre de Tchétchénie conduira au renforcement formel de règles centralisatrices par le pouvoir central mais s'accompagnera aussi paradoxalement du développement de pratiques informelles,³² notamment au sein des forces armées. Ces nouvelles pratiques laissent entrevoir un certain retour en force des « *ministères de contraintes* », ce qui augure de mauvaises perspectives dans le parcours démocratique du nouvel État.

1.6. La Tchétchénie : victime de la crise identitaire russe ?

« Le conflit aide les forces au pouvoir à surmonter les crises de la transition, fonctionnant comme une sorte de soupape par laquelle la société malade évacue son énergie négative (...) »

Musa Yusupov³³

Les principaux enjeux qui suivent l'effondrement de l'URSS et la constitution du nouvel État russe sont essentiellement la construction d'une nouvelle identité collective russe ainsi que la construction de nouveaux rapports, autrefois difficiles, entre l'État et la population. En effet, depuis la disparition de l'URSS, les éléments antérieurs d'identification à l'État, tels le territoire, l'idéologie, ainsi que le système économique et social, ont fortement été bouleversés. Alors que tous les peuples de l'URSS, peu importe leurs nationalités, se représentaient autrefois comme citoyens soviétiques, une nouvelle identité proprement russe est dorénavant à définir.

³² Camp de « *filtration* », vols, viols, extorsions, enlèvements, échanges lucratifs de prisonniers ou de leur corps, etc.

³³ Musa Yusupov, « *Une opération de politique intérieure russe* », dans *Le Monde-diplomatique*, juin 2003, p.14.

Malheureusement, le processus difficile de transition vers une économie de marché a laissé entière la question des bases sur lesquelles il conviendrait de reconstruire l'identité collective russe, sinon que ces dernières reposent principalement sur une opposition marquée entre très riches et très pauvres. Or, cette nouvelle identité russe doit avant tout reposer sur des valeurs identitaires communes à l'ensemble des citoyens de la Russie. Après le chaos et les difficultés politiques et sociales de la Russie post-soviétique, les citoyens russes reconnaissent en majorité la nécessité de se rassembler autour d'un État fort et puissant. Si les citoyens russes regrettent pour la plupart la disparition de la « *grandeur soviétique* », ils sont donc extrêmement sensibles à tous changements de frontières sur leur propre territoire et appréhendent le retour du scénario de démantèlement. La Russie craint ainsi de voir son identité tout autant que son territoire menacés par la perte de la Tchétchénie. Cette dernière devient donc déterminante dans la volonté d'un retour à une politique de « *grande puissance* », sentiment fortement présent dans l'imaginaire russe et devenant un élément-clé de la crise identitaire russe.

Mais pourquoi la Russie aurait-elle tant besoin de la Tchétchénie et pourquoi la crise identitaire russe se focalise-t-elle essentiellement sur ce petit territoire? La Tchétchénie affirme son indépendance au moment où la Russie-même prend son indépendance par rapport à l'URSS. Or, les problèmes posés par l'émergence d'une demande d'indépendance tchétchène mettent douloureusement en avant « *la question du lien historique, social, politique et symbolique qui lie la Russie à la Tchétchénie.* »³⁴

Comme nous explique Françoise Daucé, la seconde guerre de Tchétchénie, pendant un certain temps, tend à renforcer la cohésion nationale d'un État aux assises politiques fragiles et constitue donc un moment-clé dans la compréhension des

³⁴ Anne Le Huérou et Autres., *op. cit.* , p.111.

rapports entre gouvernement et société post-soviétique. Puisque la guerre est porteuse d'un imaginaire (« *ennemi intérieur* », guerre au terrorisme, retour de l'ordre sur le territoire de la Russie), elle participe donc directement à la construction d'une identité collective russe. Cette dernière contribuera à façonner le caractère de la construction étatique. Dans le cas de la deuxième guerre, cette dernière permettra les retrouvailles du pouvoir politique, du pouvoir militaire et de l'opinion publique autour d'un projet national autoritaire.³⁵ En effet, le pouvoir central accentue et met en pratique en s'aidant notamment de la deuxième guerre de Tchétchénie, des tendances observables depuis plusieurs années en Russie : telles l'aspiration à un pouvoir fort, la quête de l'ordre et de la stabilité, la révision du passé et ce, particulièrement pendant la gouvernance de Vladimir Poutine.

L'utilisation de la Tchétchénie dans l'exaltation des valeurs patriotiques, voire nationalistes, sert donc tout-à-fait la construction identitaire russe, même si elle est synonyme de violence, de guerres, de xénophobie, de chasse aux Caucasiens, etc. C'est pourquoi nous affirmons que le cas tchétchène intervient dans un aspect non négligeable de l'évolution du régime et de la société russe : la construction identitaire russe.

³⁵ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.249.

Chapitre 2

L'Émergence : un État politique fragile :

La première guerre de Tchétchénie (1994-1996)

« La volonté des premiers gouvernements réformateurs de se débarrasser au plus vite des éléments-clés du système soviétique a conduit indéniablement à un affaiblissement majeur et durable des fonctions étatiques; les mécanismes de contrôle politique et idéologique de l'ancien régime n'étant pas remplacés par des institutions stables. »

Jean Radvanyi³⁶

En effet, il aurait été bien illusoire de croire qu'une solide institutionnalisation de la vie politique pouvait immédiatement s'édifier en Russie suite à son passage de République à Fédération. Car si tout nouvel État doit traverser une période plus ou moins longue d'apprentissage politique, le cas de la Russie reste particulier étant donné l'absence complète de tradition démocratique. La Russie de 1991 est confrontée, dès sa naissance, à la quête des fondements mêmes d'un État : frontières, légitimité, identité nationale, institutions politiques, système économique, etc.³⁷ L'ancienne RSFSR qu'elle constituait avant ne lui fournissant plus désormais aucune de ces bases essentielles à sa propre définition étatique.

Avec la disparition de l'Union soviétique, la société russe se trouve confrontée à des bouleversements considérables : aggravation de la crise économique, transformation inédite des institutions, instabilité chronique des normes, ouverture

³⁶ Jean Radvanyi, Les États postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques, Éditions Armand Colin, Paris 2003, p. 100.

³⁷ Marie Mendras, « *Existe-t-il un État russe ?* », dans Politique Étrangère, no 1, printemps 1992, p.33.

des frontières et redéfinition du territoire de l'État.³⁸ L'enjeu de la transition post-soviétique aura donc été l'émergence et le renforcement de ses institutions politiques, économiques, et sociales. La *Perestroïka* avait entrepris de donner le ton à la naissance d'une certaine démocratie ainsi qu'à un parlementarisme fragile. Mais les quatre premières années de la transition russe n'auront pas été très convaincantes sur le plan des idéaux démocratiques. Très rapidement, la faiblesse du cadre institutionnel sera démontrée rendant la politique russe souvent imprévisible et incontrôlable. Le point culminant sera bien entendu la guerre de Tchétchénie.

Or, lorsqu'il s'agit d'analyser les évolutions politiques et sociétales russes de la dernière décennie, le cas de la Tchétchénie fait figure de miroir grossissant, en plus d'être grandement révélateur des problèmes et enjeux de la Russie post-soviétique. Tout d'abord, le simple fait que la question tchétchène ait donné lieu à deux guerres dans un intervalle très court (dix années), est directement représentatif de la difficulté à réformer un État dans son ensemble. Non seulement les deux guerres n'ont résolu aucun des problèmes cruciaux qui se posaient pour la Russie en 1991, mais elles les ont plutôt avivés, tout comme elles en ont révélé et créé de nouveaux. Comme nous le constaterons, le cas de la Tchétchénie est grandement représentatif de la confusion institutionnelle du nouvel État. Alors que le nouveau système aurait dû, dès le début, s'attarder à la définition d'un projet politique global et cohérent, la logique de l'État russe aura plutôt été de tenter de gérer dans l'immédiat un ensemble de conflits internes dont il est largement prisonnier.

La difficile mise en œuvre du fédéralisme russe sera un premier élément de fragilisation du nouvel État. La politique eltsinienne, caractérisée par une décentralisation volontaire mal contrôlée, eu pour effet l'affaiblissement du Centre aboutissant à un accroissement des disparités régionales. Le «*fédéralisme*

³⁸ Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine?*, Éditions CERI /Autrement, Paris, 2004, p.9.

asymétrique »³⁹ et le « *fédéralisme à la carte* » qui en découlèrent ont débouché sur un accaparement par les régions de certains secteurs économiques cruciaux. De multiples incohérences dans la gestion des ressources et de l'économie seront ainsi observées⁴⁰ comme premier critère de fragilisation de l'État. Les règles du jeu politique se transformeront graduellement en « *un ensemble de rapports de force, de relations codifiées et de textes plus ou moins respectés* »⁴¹ menant tout droit à une dislocation du cadre institutionnel. La guerre de Tchétchénie résulte directement de ce processus qu'elle a aussi contribué à amplifier. Dorénavant, avec l'intervention armée en Tchétchénie, la reconstruction de l'idée fédérale sur une base consensuelle et démocratique sera sérieusement compromise.

Pour Jacques Sapir, les évolutions politiques qui ont conduit à la guerre de 1994 ne relèvent pas d'un projet étatique ou gouvernemental cohérent. Mais ces évolutions dramatiques de la question tchétchène traduisent bien « *la décomposition du système politique russe, de ses institutions et des relations entre les principaux acteurs du jeu politique.* »⁴² Nous tenterons de démontrer dans le présent chapitre que la gestion de la question tchétchène par le gouvernement russe reflète de manière exacerbée certains problèmes endémiques liés à l'organisation et aux transformations du pouvoir en Russie depuis le début des années 1990. Le conflit tchétchène est grandement révélateur d'une série de faiblesses majeures du système russe : difficulté fondamentale à traiter la question des nationalités au sein de la Fédération, faiblesse chronique du système politique, effritement de l'armée russe et difficile maîtrise des « *ministères de force* », fragilité de l'opinion publique, etc.⁴³

³⁹ Statut différent pour les régions « ethniques » et pour les régions « administratives ».

⁴⁰ Jean Radvanyi, *op. cit.*, p.99.

⁴¹ Jacques Sapir, *Le chaos russe*, Éditions La Découverte, Paris, 1996, p. 185.

⁴² *Ibid.*, p.203.

⁴³ Jean Radvanyi, *op. cit.*, p.99.

Dans cette perspective, nous nous attarderons dans ce deuxième chapitre à l'analyse de la réceptivité de l'État russe, en pleine période de construction, face à une situation de déstabilisation sur son propre territoire. Nous nous interrogerons sur les justifications du pouvoir, ainsi que de l'utilité de la guerre de Tchétchénie dans un contexte d'émergence du nouvel État, et observerons les effets en retour de la guerre sur les nouvelles institutions politiques. Notre analyse n'a aucunement la prétention d'entreprendre une étude exhaustive des étapes de la construction de l'État russe,⁴⁴ mais bien plutôt de révéler et de mettre en interrelations les éléments ou caractéristiques de son évolution qui ont influencé (ou été influencés par) la guerre de Tchétchénie.

2.1. À la recherche d'une stabilisation institutionnelle

La mise en pratique de nouveaux fonctionnements politiques sera lente et hésitante dans le cas de la Russie post-soviétique. Le problème est double car il s'agit non seulement de construire l'État nouveau mais aussi de détruire l'ancien, encore très présent. L'architecture institutionnelle retenue répondra donc avant tout à des préoccupations conjoncturelles. Dès le début de la transition, le dilemme entre un régime présidentiel et un régime parlementaire sera mis à l'avant-plan. Or, graduellement, nous assisterons à un glissement progressif vers le renforcement des pouvoirs de l'exécutif au détriment du législatif. À cette période, il s'agissait de limiter les effets des affrontements entre les différentes institutions politiques fédérales sur la capacité présidentielle à gouverner le pays, et à maintenir la cohésion de l'État.

⁴⁴ Ce qui serait plutôt envisageable dans une thèse de doctorat.

L'élection de Boris Eltsine à la présidence russe en 1991 avait conduit la Russie à une situation de crise politique où deux institutions officielles s'affrontaient : la *présidence* et le *Congrès des députés du peuple*. Le point culminant de cet affrontement sera le bombardement du Parlement en octobre 1993, décidé par le Président Eltsine qui, jugeant les députés réactionnaires et irresponsables, les accusait d'entraver les réformes économiques en cours.⁴⁵ Suite à cette victoire présidentielle « musclée » sur le principal organe législatif, se tiendra le 12 décembre 1993 un référendum sur l'adoption de la nouvelle Constitution russe qui institutionnalisera officiellement le régime démocratique et présidentiel de la Russie, ainsi que les prérogatives d'un État fédéré. Le taux de participation de la population russe sera très faible, seulement 54% des électeurs inscrits selon les statistiques officielles du gouvernement (donc probablement les vrais chiffres se situant en réalité en dessous de la barre des 50%), ce qui démontre le faible intérêt de la population quant à l'élaboration du nouvel État russe.

Ainsi, l'adoption d'une nouvelle Constitution tentera de donner une certaine cohérence au cadre institutionnel. Cette dernière confère au Président des prérogatives extrêmement étendues. Elle institue un système bicaméral composé de la Douma (sous contrôle du Conseil de la Fédération), et du Sénat (sous contrôle présidentiel). La moitié des députés de la Chambre basse est élue au scrutin proportionnel sur liste, tandis que l'autre fait l'objet d'un scrutin majoritaire à un tour. Le Président peut nommer le Premier ministre de son choix sans que celui-ci ait besoin d'un vote de confiance.⁴⁶ Seul le Conseil de la Fédération peut mettre en cause la responsabilité d'un président, et ce dernier possède le pouvoir de légiférer par

⁴⁵ La thérapie de choc

Voir à ce sujet l'excellente thèse de doctorat de Michel Roche : Thérapie de choc et autoritarisme en Russie, la démocratie confisquée, aux Éditions L'Harmattan, 2000.

⁴⁶ Si la Douma refuse le choix du premier ministre, le Président peut dissoudre l'assemblée après trois refus.

décrets dans de nombreux domaines.⁴⁷ Les ministres du gouvernement dépendent directement du Premier ministre et ne sont pas responsables devant le Parlement, dont les commissions n'ont qu'un rôle consultatif.

Dans le cas spécifique qui nous concerne, les principales faiblesses provenant de la Constitution de l'État russe ayant rendues possible la guerre de Tchétchénie sont aux nombres de deux. La première grande faiblesse se manifeste sur le plan fédératif. En effet, la Constitution laisse complètement en suspens la question des rapports entre la Fédération et ses composantes, qu'elles soient républiques ou régions. Ce « *fédéralisme asymétrique* » où les unités constituantes présentent des clivages marqués entre elles, contribue à créer différentes forces politiques régionales qui émettent des demandes divergentes, voire contradictoires, souvent à même de bloquer le système.⁴⁸ Cela aura pour conséquence la montée en puissance de pouvoirs régionaux dans un contexte de décentralisation et donnera lieu à un désordre généralisé. La confusion des pouvoirs et des souverainetés aura des incidences économiques très sérieuses, comme par exemple le Centre ne réussissant plus parfois à collecter les impôts dont dépend sa propre survie... Boris Eltsine, conscient de la perte d'autorité du pouvoir central, tentera de remédier à la situation en rétablissant une forme de « *système préfectoral* » et en envoyant des représentants du Président dans toutes les régions pour s'assurer d'un certain contrôle, hélas sans grand succès.

Ensuite, la deuxième faiblesse du système politique repose sur le plan institutionnel où nous retrouvons un déséquilibre flagrant dans les prérogatives confiées au niveau fédéral aux organes exécutifs et ce, au détriment des organes législatifs. En effet, la Douma d'État demeure très faible sur sa capacité à influencer sur

⁴⁷ D'où l'appellation ironique du nouveau système politique russe de « gouvernement par décrets ».

⁴⁸ Voir sur cette question l'excellent mémoire présenté à l'Université du Québec à Montréal, en 1998, par Stéphane Gobeil, « *La transition post-communiste et le lien fédéral en Russie* ».

la prise de décision politique⁴⁹ et le pouvoir exécutif, quant à lui, procèdera à un effacement graduel des institutions politiques par une utilisation excessive de « *décrets présidentiels* ». En effet, dans bien des domaines où il se sent menacé, le pouvoir exécutif aura recours à des mesures d'exception, des pressions directes ou indirectes qui contredisent la volonté affichée dans la Constitution d'une séparation des pouvoirs. Ce rapport déséquilibré entre les centres du pouvoir sera une source majeure de la paralysie de l'État russe. La décomposition et la mise à l'écart des organes législatifs pèseront lourd dans la dérive aboutissant à la guerre de Tchétchénie, la prise de décision étant complètement abandonnée entre les mains d'obscurs groupes d'intérêts ayant un accès privilégié au cercle présidentiel. Ainsi, depuis l'intervention en Tchétchénie, il serait faux de prétendre à un « *régime constitutionnel* », car les institutions législatives, et parfois même exécutives, ont souvent été court-circuitées durant la guerre.

En effet, à tous les niveaux de l'appareil étatique, on observe une concentration de pouvoir entre les mains d'exécutifs placés sous l'influence de puissantes oligarchies qui ont, pour la plupart, été constituées à la faveur du démantèlement de la propriété d'État. Ces groupes de pressions pèsent très lourd sur le processus de décision caractérisé par Jean Radvanyi comme « *d'incessants marchandages entre élus et possédants.* »⁵⁰ Le processus décisionnel de l'État russe sera essentiellement caractérisé par l'absence de principes clairement définis quant au fonctionnement des diverses instances et par l'omniprésence de la corruption, complètement institutionnalisée dans le nouveau système politique et économique. Nous sommes ainsi en présence d'un mélange d'institutions, dont certaines sont plutôt ornementales alors que d'autres sont plus fonctionnelles. L'autorité dans un tel

⁴⁹ Les députés possèdent à travers la population une image dégradée qui provient notamment des nombreux scandales de corruption dans lesquels ils ont été impliqués. Ces derniers sont perçus comme des individus qui ne recherchent qu'à servir leurs propres intérêts, particuliers ou corporatifs, au détriment des ressources étatiques.

⁵⁰ Jean Radvanyi, *op. cit.*, p.101.

système n'est donc pas rattachée à la fonction mais plutôt à la personne, d'où l'importance des réseaux d'alliances et de connaissances entre les individus.⁵¹ (voir à ce sujet le sous-chapitre sur les luttes d'influence au Kremlin) Dans ce contexte, il devient extrêmement difficile d'établir une quelconque ligne directrice à travers la recherche d'une certaine stabilité institutionnelle de l'État russe.

Cette confusion entourant la prise de décision de l'exécutif ainsi que le manque de considération accordée par ces derniers aux élus du législatif sont des éléments à prendre sérieusement en considération dans la logique ayant conduit à la guerre de Tchétchénie. Les deux autres éléments les plus influents dans la prise de décision de la première intervention en Tchétchénie sont : la défense de l'intégrité territoriale russe, et la nécessité pour le nouveau pouvoir d'une démonstration de force pour contrer toute nouvelle menace de séparation, et ainsi s'assurer la cohésion du nouvel État en proie à la désintégration.

⁵¹ Jacques Sapir, Le chaos russe, *op. cit.* , p.195.

2.2. Défendre l'intégrité du territoire russe

*« Pour faire respecter l'ordre constitutionnel en Tchétchénie,
le pouvoir eltsinien a fait bon marché de la légalité des
règles élémentaires de transparence et de contrôle par
le pouvoir législatif, et surtout du respect de la vie humaine. »*
Marie Mendras⁵²

Le principal paradoxe auquel le premier dirigeant de la Russie fut confronté aura été la même logique qui causa la désintégration de l'URSS à laquelle il avait lui-même participé. En effet, Eltsine, dans son combat contre le pouvoir soviétique et sa démarche entreprise pour la démocratisation du pouvoir, de l'économie et de la société, recherchait avant tout des alliances régionales dans un contexte de rapport de forces contre le pouvoir central. Jamais Eltsine ne se serait douté que sa fameuse invitation à prendre *« autant de souveraineté que vous pourrez en avaler »* lui engendrait de telles difficultés suite à l'édification de la nouvelle Fédération russe. En sapant le pouvoir Central de l'URSS, Eltsine aura contribué à favoriser la structuration de pouvoirs locaux qui, à la première occasion, étaient prêts à défier le nouveau Centre. Cette situation complexe constituera le premier grand défi du premier mandat de gouvernement d'Eltsine.

Ainsi, la Russie aura reçu en héritage de l'URSS une division administrative et territoriale qui constituait une bombe à retardement et qui comprenait deux éléments explosifs : le système fédéral à plusieurs niveaux tel que fixé par la Constitution, et le rapport déséquilibré entre Centre et régions qui fonctionne dans les faits conformément aux principes d'un État centralisé.⁵³ La difficile construction d'un fédéralisme et des relations entre le nouveau pouvoir central et la périphérie

⁵² Marie Mendras, *« Tchétchénie, la guerre du Kremlin »*, dans *Esprit*, no 3-4, mars-avril 1995, p.114.

⁵³ Youri Afanassiev, *De la Russie, les enjeux actuels*, Éditions Fayard, 2002, p.252.

représentent donc le plus gros défi des premières années du nouveau régime, et l'analyse du cas tchéchène reflète parfaitement le problème des relations difficiles entre le Centre et les composantes de la nouvelle Fédération russe.

Comme nous avons pu le constater dans le premier chapitre, les relations russo-tchéchènes, bien avant la confrontation de 1994, ont toujours été extrêmement difficiles. L'éclatement de l'URSS avait immédiatement provoqué la sécession de la petite république qui profitait avec raison de la faiblesse momentanée du nouvel État russe pour s'émanciper. La dichotomie identitaire qui prévaut entre les Tchétchènes et les Russes est bien grande. Les Tchétchènes sont de religion musulmane sunnite et parlent la langue tchéchène, tandis que les Russes sont de confession chrétienne orthodoxe et parlent le russe. Plusieurs fois déportés de leur territoire par les Russes et menacés de disparition, les Tchétchènes voient dans l'indépendance leur « porte de salut » et la seule garantie possible de leur survie culturelle et économique. La présence d'importantes installations de raffineries et d'oléoducs sur le territoire laisse espérer une certaine autonomie économique. Ainsi, les avantages pour ces derniers de sortir de la Fédération russe sont nettement envisageables.

Mais avec la menace d'éclatement de la Fédération russe qui plane, et voulant éviter l'existence de précédents, le pouvoir russe utilisera le cas tchéchène pour confirmer la volonté de la Fédération russe à dorénavant marquer, par l'usage de la force, sa ferme intention d'établir son autorité sur l'ensemble de la Fédération de Russie et d'éviter toute possibilité de désintégration de son territoire.

La Fédération de Russie compte 89 sujets, 20 républiques autonomes, 12 arrondissements autonomes, 6 territoires, 49 régions, ainsi que les villes autonomes de Moscou et St-Pétersbourg. Désormais, les sujets de la Fédération russe (républiques, régions et territoires) ne veulent plus se laisser dicter leur conduite par le pouvoir fédéral. Outre la Tchétchénie, certaines républiques à majorité non russe

comme le Tatarstan et la Bachkirie, proclameront leur souveraineté face au pouvoir fédéral, adopteront leur propre Constitution, et cesseront de reconnaître l'autorité du pouvoir fédéral.⁵⁴ La moindre entité territoriale voudra désormais disposer de ses propres biens et ressources, édicter ses propres lois, et protester contre un système fédéral d'impôts jugé peu équitable. Les régions et les territoires chercheront à obtenir les mêmes droits et le même statut que les républiques fédérées.

Nous avons vu que la Tchétchénie joue un rôle central dans les spéculations à propos d'un éventuel éclatement de la Russie, répétition de l'éclatement de l'URSS. Pour le gouvernement russe, le grand danger de « lâcher » la Tchétchénie est que cette accession à l'indépendance serait un argument de poids pouvant être utilisé dans les négociations avec les autres républiques autonomes de la Fédération de Russie. Celles qui, à cet égard, sont les plus problématiques, sont les républiques dites « *de la Volga* », principalement le Tatarstan, la Bachkirie ou le Bachkortostan. En effet, ces républiques possèdent d'importants gisements de pétrole, surtout les Tatars et les Bachkirs, en plus d'être des républiques à majorité musulmane. Certains islamiques rêvent d'ailleurs à la réalisation d'un grand État musulman turcophone reliant le Kazakhstan aux républiques de la Volga.⁵⁵ Ces républiques sont ainsi très attentives à l'évolution des républiques caucasiennes, et surtout celle de la Tchétchénie.

Ignacio Ramonet⁵⁶ voit dans les premières étapes de la construction étatique russe l'émergence d'un curieux « *fédéralisme à la carte* » qui a été mis au point dès la naissance de la Fédération de Russie et dont la principale erreur aura été d'être incapable de proposer aux entités demeurées au sein de la Fédération un statut d'autonomie fondé sur des critères authentiquement démocratiques. Les effets de ce « *fédéralisme à la carte* » aboutiront à la création d'une véritable anarchie où chaque

⁵⁴ Sauf quand il s'agit de demander des subventions ...

⁵⁵ Voir à ce sujet Yves Lacoste, « *La Russie, dix ans après* », dans *Hérodote*, no 104, janvier-mars 2002, p.18.

⁵⁶ Ignacio Ramonet, « *Tchétchénie* », dans *Le Monde Diplomatique*, février 2000.

région se repliera sur elle-même, ou encore s'associera à ses voisins par des ententes, des trafics de toutes sortes, et même du troc. Des gouverneurs locaux se feront élire en distribuant faveurs et prébendes, et deviendront ainsi de véritables potentats. Une autre conséquence de ce « *fédéralisme à la carte* » sera l'émergence de différents pouvoirs parallèles (mafias, clans) qui dans chaque région, s'approprient des secteurs lucratifs illicites (drogues, alcool, tabacs, armes, etc.) avec l'approbation discrète du pouvoir central qui, en échange, vient récupérer leurs appuis. Ce fut le cas notamment de la Tchétchénie qui suite à l'effondrement de l'URSS, fut en proie à une véritable guerre civile entre ses différents clans et verra une montée incroyable de sa criminalité. La Tchétchénie deviendra ainsi rapidement une sorte de « *trou noir* » constitutionnel où toutes les activités illicites pourront fleurir sans être inquiétées par le pouvoir central.

Ainsi, les autorités russes justifiaient la première campagne de Tchétchénie par le besoin impératif de « *rétablir l'ordre fédéral constitutionnel* » en tranchant à la racine toute velléité séparatiste afin de ne pas créer un fâcheux précédent. Dorénavant, la réponse de l'armée russe au cas tchétchène pèsera symboliquement sur les prochaines négociations entre les élites fédérales et régionales autour de la définition des prérogatives de chaque sujet de la Fédération de Russie.⁵⁷ Non pas que les élites régionales s'attendent dorénavant à une offensive armée en cas de blocage des négociations, mais elles savent maintenant jusqu'où les dirigeants fédéraux sont capables d'aller afin de préserver l'intégrité territoriale du territoire russe.

Or, pour Olivier Roy,⁵⁸ la guerre « *joue un rôle de compensation symbolique pour un pays qui fait le deuil de son empire. (...) Elle permet de fixer sur un objectif*

⁵⁷ Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine?*, Éditions CERI /Autrement, Paris, 2004, p.76.

⁵⁸ Chercheur en sciences politiques

bien visible un nationalisme russe qui se cherche et qui est flatté par un pouvoir en mal de symbole de légitimité.»⁵⁹ Et ce dernier de poursuivre :

*« La faiblesse structurelle de cet État russe, pris entre autoritarisme, factionnalisme, incompétence et corruption, joue un rôle plus important dans la perpétuation du conflit que ce qui pourrait être pris pour une nouvelle affirmation impériale, sans perspective stratégique. »*⁶⁰

Ainsi, l'argument de la sauvegarde à tout prix de l'intégrité territoriale russe est influent certes, mais ne justifie pas entièrement les dérives apportées par la première guerre de Tchétchénie. Car au lieu de circonscrire et de traiter le problème tchétchène comme une exception, ce qui est bel et bien le cas, le pouvoir central préférera plutôt risquer l'ébranlement du fragile équilibre institutionnel russe par une incroyable démonstration de force. Or, nous considérons pour notre part que l'argument de la préservation à tout prix de l'intégrité territoriale de la Fédération, utilisé par le pouvoir pour justifier l'intervention armée en Tchétchénie, entre en profonde contradiction avec les principes mêmes de tout régime démocratique. Nous sommes à même de nous interroger sur les possibilités réelles de construction d'un État véritablement fédéral et démocratique sous l'influence d'une guerre et d'un recours à la force.

Marie Mendras, du Centre d'Études et de Recherche internationales (CÉRI), constate elle aussi l'échec d'une justification par le pouvoir central d'une intervention armée en Tchétchénie pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire russe : *« Alors que Moscou avait réussi à sauver la république soviétique fédérative de Russie du naufrage en 1991, le pouvoir a déstabilisé un équilibre fragile en stigmatisant la*

⁵⁹ Olivier Roy, « *Tchétchénie : un problème russe* », dans *Tchétchénie : la guerre jusqu'au dernier?* sous la direction de Frédérique Longuet-Marx, p.194.

⁶⁰ *Ibid.*, p.194.

Tchéchénie. Le secret de cette continuité de la construction russo-soviétique tenait précisément à la tolérance de quelques cas particuliers, comme l'indépendance des Tchéchènes. »⁶¹ Ainsi, pour cette dernière, les conséquences de l'intervention ne sauraient qu'être négatives car le recours à la force ébranle les structures fédérales et les institutions centrales du nouvel État.

2.3. Une démonstration de force

« L'éléphant se laisse piquer par un moustique, dix fois, cent fois, et puis il s'énerve et lui règle son compte » ; aiment à dire les russes pour résumer leur vision d'eux-mêmes et en tant que nation. L'éléphant s'est fâché, mais en fait de moustiques, il s'en est pris à des aigles. »

Anthony Suau⁶²

Le 11 décembre 1994, trois colonnes russes de blindés entrent en Tchétchénie à partir de l'Ingouchie, du Daghestan et de l'Ossétie du Nord. Le ministère de la Défense parvient à aligner plus de 23 8000 hommes, dont 19 000 militaires des forces armées et 4 800 des troupes du MVD, 80 tanks et 208 véhicules de combat.⁶³ Le dispositif militaire utilisé à cette fin est sans précédent depuis l'invasion de l'Afghanistan en 1979. L'opération repose essentiellement sur les forces de l'armée de terre et les parachutistes. Le ministère de la Défense russe monte une opération de maintien de l'ordre fondée principalement sur sa supériorité numérique. L'objectif déclaré de cette démonstration de force : le renversement du régime du président « rebelle » Doudaiev et le rétablissement de l'ordre constitutionnel sur le territoire

⁶¹ Marie Mendras, « Tchétchénie, la guerre du Kremlin », dans *Esprit*, no 3-4, mars-avril 1995, p. 118.

⁶² Anthony Suau, Bernard Cohen, Stanley Greene, *Dans les montagnes où vivent les aigles*, Éditions Actes Sud, Saint-Herblain, 1995, p.53.

⁶³ « Pavel Gratchev évalue positivement l'action de l'armée en Tchétchénie », dans *Nezavisimââ Gazeta*, 1^{er} mars 1995, p.1.

tchéchène. Le tout est annoncé comme une simple opération de routine. Pavel Gratchev, nommé par Eltsine à la tête d'un groupe opérationnel de l'État-major général pour la Tchétchénie - dont font partie des officiers et des généraux de la Direction opérationnelle principale (GOU) de l'État-major général – annonce dès le début du conflit qu'un seul régiment de parachutistes sera nécessaire pour prendre Groznyï en deux heures.

Quelques semaines plus tard, au plus fort du conflit, ce sont environ 100 000 hommes en armes qui sont engagés sur le terrain. Au bout de deux mois de guerre, les pertes russes s'élèvent déjà à 1 200 soldats et officiers.⁶⁴ Face à la désorganisation des forces armées russes, les troupes tchéchènes font preuve d'une résistance inattendue. Les Tchétchènes se battent sur le mode de la guérilla et les troupes russes mènent des stratégies de terrain inefficaces et inappropriées. De l'avis de Jacques Sapir, « *la planification de l'opération (...) n'était pas conçue en des termes militaires, mais bien plus comme une démonstration de force dans le cadre d'un maintien de l'ordre élargi* ». ⁶⁵

L'opération est donc présentée comme une simple « *opération de police* » pour « *préserver l'intégrité territoriale de la Russie* » et pour remettre de l'ordre dans une région devenue une plaque tournante pour de nombreux trafics. Le renversement du régime de Doudaïev, régime totalement corrompu, est aussi mis de l'avant dans les justifications de l'intervention. Or, cette première intervention, loin d'incarner « *l'unité nationale* » et la puissance de l'armée russe, provoquera plutôt l'effet contraire. Plusieurs républiques de la Fédération de Russie, notamment la Tchouvachie et le Bachkortostan, refuseront d'envoyer des régiments combattre en Tchétchénie.⁶⁶

⁶⁴ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.238.

⁶⁵ Jacques Sapir, *op. cit.*, p.261.

⁶⁶ Marie Mendras, « *Tchéchénie, la guerre du Kremlin* », dans *Esprit*, no 3-4, mars-avril 1995, p. 113.

Dans cette maladroite démonstration de force, le pouvoir moscovite aura donné à l'armée la mission la plus ingrate possible : celle de bombarder des populations civiles. Le Commandement fédéral tentera de limiter au maximum les pertes russes par un usage démesuré de l'artillerie lourdes,⁶⁷ ce qui causera de nombreuses victimes parmi les civils tchéchènes et russes. Or, dès le début du conflit, l'opinion publique russe est très hostile à l'intervention armée en Tchétchénie. À Moscou, plusieurs intellectuels s'insurgent contre la politique menée par le ministre de la Défense, et une vague d'indignations déferle à travers la population russe concernant le sort des jeunes conscrits russes envoyés en Tchétchénie combattre dans une guerre totalement injustifiée.

Ainsi, lancée comme une « *simple opération de police* », l'intervention en Tchétchénie nécessitera bientôt l'engagement de tout l'appareil de sécurité russe (forces spéciales du FSB, troupes de l'Intérieur, troupes régulières), mais l'opération n'atteindra toutefois pas ses objectifs. Le formidable appareil de sécurité soviétique n'existe plus et cette démonstration de force ratée en Tchétchénie en fera désormais la démonstration évidente au monde entier ... L'armée russe à Groznyï est en état de siège permanent. Elle doit sans arrêt surveiller ses positions, assurer l'approvisionnement et la communication avec l'arrière. Le moindre relâchement de la surveillance militaire ou une réduction des forces amènent des revers militaires, l'adversaire tchéchène étant aux aguets.

Selon les analyses de Françoise Daucé, l'envoi des troupes russes en Tchétchénie initie un débat sur « *le rôle de la Loi lors de l'utilisation des forces armées à l'intérieur de la Russie.* »⁶⁸ En tant que garant de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie, Boris Eltsine et son équipe estiment pouvoir

⁶⁷ Plus de 4000 explosions à l'heure, contre par exemple 800 à Sarajevo au moment les plus durs. (voir Viatcheslav Avioutskii, « *Nord-Caucase. Atlas d'une poudrière* », dans *Outre-Terre*, n 4, 2003, p. 78)

⁶⁸ Françoise Daucé, *L'État, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, p. 45.

utiliser tous les moyens à leur disposition pour contrer une possible provocation sur leur territoire. Même si les députés de la Douma et du Conseil de la Fédération se mobilisent pour dénoncer les décrets « abusifs » du Président, la situation démontre clairement que le contre-poids législatif n'existe plus.

Or, en menant des actions militaires et policières contre le régime de Doudaïev, les pouvoirs russes n'ont déclaré ni l'état d'urgence, ni l'état de guerre.⁶⁹ De cette façon, le Président a su judicieusement éviter tout contrôle ou droit de *veto* des parlementaires sur la conformité aux lois de ses actions.⁷⁰ La seule option de contestation possible constituait la Cour constitutionnelle russe, notamment par la démonstration de l'inconstitutionnalité des décrets présidentiels. Mais la Cour constitutionnelle prendra sa décision le 31 juillet 1995, en jugeant les décrets du Président sur les « *mesures pour réprimer l'activité des formations armées illégales sur le territoire de la République tchétchène* » conformes à la Constitution.⁷¹ Dorénavant, la séparation des pouvoirs en Russie telle que décrite dans la Constitution est sérieusement contredite.

⁶⁹ Ces mesures auraient obligé l'obtention de l'aval du Parlement et auraient ainsi interdit aux conscrits d'y participer.

⁷⁰ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.46.

⁷¹ Michel Lesage, « *De l'URSS à la Fédération de Russie* », dans *Historiens et Géographes*, no 351, décembre 1995, p.168.

2.4. Une armée en décomposition

« Avec une armée dans cet état, il fallait bien peu de cœur et d'intelligence politique, non seulement pour aller se noyer en Tchétchénie, mais pour engager la Russie ici et là et encore je ne sais où, regonflant notre prestige de Grande puissance. »

Alexandre Soljenitsyne ⁷²

Nous avons pu constater avec l'échec de la démonstration de force en Tchétchénie que les représentations traditionnelles d'une armée russe glorieuse et puissante sont définitivement abandonnées. La défaite humiliante de la « *grande armée russe* » contre quelques milliers de guérilleros tchéchènes révèle et démontre parfaitement les problèmes encourus par une armée en complète décomposition. Or, pour un État en voie de construction, la démonstration humiliante de la faiblesse de ses forces de sécurité est plutôt tragique et les déficiences en matière d'organisation et de planification des opérations seront très tôt mises en lumière avec le conflit tchéchène.

En effet, les nombreux dysfonctionnements de l'armée sur le terrain vont très rapidement démontrer l'inadaptation de la stratégie russe au combat urbain ainsi que la faiblesse dans l'organisation et le matériel des troupes. Il est important de noter qu'avec la dislocation de l'URSS, l'armée soviétique, avant de quitter le territoire tchéchène, y avait laissé une quantité considérable d'armements. Les Tchétchènes étaient donc équipés majoritairement avec le matériel de l'Armée soviétique. Cette erreur stratégique de l'armée soviétique aura des conséquences importantes dans la défaite de l'armée russe contre les combattants tchéchènes, très bien équipés.

⁷² Alexandre Soljenitsyne, *La Russie sous l'avalanche*, Éditions Fayard, 1998.

Par ailleurs, les Fédéraux se trompèrent tragiquement en croyant qu'il s'agissait d'une simple opération de maintien de l'ordre et ils rencontrèrent à Groznyï une résistance très organisée. Le combat de type « *guérilla* » reste complètement étranger à l'organisation de l'armée russe qui ne retient que peu de leçons de la guerre en Afghanistan. Comme le constate Françoise Daucé, spécialiste des questions militaires, « *la Russie s'était préparée pour une opération de restauration de l'ordre, elle se retrouve face à un ennemi peu sensible aux règles de la guerre conventionnelle.* »⁷³

Mais là ne s'arrêtent pas les difficultés rencontrées par l'armée. L'impréparation des troupes et leur mauvaise utilisation sont évidentes. L'utilisation abusive de jeunes conscrits qui n'ont aucune expérience de la guerre fait augmenter considérablement les pertes militaires russes. La première guerre de Tchétchénie aura sur l'armée russe une conséquence inattendue : pour la toute première fois, des officiers et militaires russes refusent d'exécuter les consignes. Effectivement, les subordonnés vont souvent jusqu'à critiquer les ordres de leur supérieur hiérarchique ou refusent tout simplement de les exécuter. À plusieurs reprises, le ministre de la Défense sera critiqué publiquement par ses propres troupes. Les cas de désertions et d'insoumissions seront courants, surtout parmi les jeunes appelés. De nombreuses explications sont avancées pour tenter d'expliquer ce haut taux de désertions. Olivier Weber nous en fournit quelques unes : « *la maigreur des soldes, la tradition au sein de l'armée de sévices pratiqués par les anciens sur les nouveaux, la très lourde pesanteur du système hiérarchique, et le caractère meurtrier du conflit tchétchène, entraînent une certaine démotivation* »⁷⁴ des soldats. Mais surtout, en envoyant l'armée se battre sur le territoire même de la Russie, le pouvoir vient complètement remettre en cause la mission traditionnelle de l'armée qui consiste à repousser une

⁷³ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.233.

⁷⁴ Olivier Weber, « *Tchétchénie : l'enlèvement ?* », dans *Esprit*, no 6, juin 1996, p.150.

agression étrangère. Essentiellement, la présence d'une forte population russe en Tchétchénie vient complètement questionner la légitimité de l'opération.

Même au niveau central, les dysfonctionnements sont nombreux. À de nombreuses reprises, les ordres de Boris Eltsine, commandant en chef des forces armées russes, ne seront pas toujours appliqués et les annonces de cessez-le-feu pas toujours respectées. Par ailleurs, les accords obtenus lors de négociations entre les deux parties adverses sont souvent bafoués. Le ministère de la Défense éprouve beaucoup de difficultés à contrôler ses troupes et la coordination manque à tous les niveaux. L'enchevêtrement inorganisé des différentes troupes (ministère de la Défense, ministère de l'Intérieur, Forces spéciales, détachement du FSB) fait en sorte que bien souvent, elles se tirent dessus mutuellement (!!). La conduite des opérations côté russe est si inepte que bien souvent, leur propre artillerie les prend pour cibles. L'annonce de la possibilité de prendre Groznyï en deux heures sera perçue comme un signe d'arrogance, mais aussi d'incompétence stratégique de la part de Pavel Gratchev.⁷⁵ Les pertes en hommes et les bombardements fréquents sur les civils transformeront le ministre de la Défense en un objet de mépris et de haine, même à l'intérieur de l'armée.

L'ensemble de ces dysfonctionnements, en grande partie responsable de l'échec des forces armées russes en Tchétchénie, incite à s'interroger sur la fiabilité des mécanismes d'application des décisions de l'exécutif ainsi que sur le degré d'autorité du ministère de la Défense sur ses troupes. Des conflits internes au pouvoir russe opposent le ministère de la Défense aux autres organes dirigeants et contribuent à déstabiliser le fonctionnement du système politique. Incontestablement, l'ampleur des opérations militaires a grandement été sous-estimée.

⁷⁵ Notons que Boris Eltsine l'avait d'ailleurs qualifié de « *meilleur ministre de la Défense de tous les temps en Russie* » ...

Le Haut commandement de l'armée russe hésitera longtemps avant de se lancer dans ces opérations militaires qu'il ne perçoit ni comme une guerre civile ni comme une guerre de défense du territoire contre une menace extérieure. L'État-major - ce qui est totalement inimaginable - sera totalement divisé sur la légalité constitutionnelle d'envoyer l'armée combattre sur son propre territoire, et ses nombreuses hésitations du côté militaire reflèteront tout à fait « *les dysfonctionnements du ministère de la Défense et de la hiérarchie militaire (...), tout comme l'aliénation croissante des militaires à l'égard d'un pouvoir qui ne sait pas décider et commander, et dont on questionne la légitimité.* »⁷⁶

Ainsi, la première guerre de Tchétchénie contribuera grandement à affaiblir l'autorité de l'administration centrale russe, notamment par l'échec complet de l'opération et la légalité douteuse qu'elle laisse planer. La décision du Président d'intervenir en Tchétchénie sera largement contestée, que ce soit dans son administration-même, dans l'armée ou dans la société civile. La guerre aura révélé le degré élevé d'incompétence de l'armée russe, suscitant un profond sentiment d'humiliation à travers les forces de sécurité et la société civile. Les accords de *Khassaviourt* seront perçus par les militaires comme une défaite politique et non militaire.⁷⁷ Mais surtout, l'échec des forces armées en Tchétchénie viendra questionner la pertinence et le rôle des forces armées dans le processus politique.

Mais plus que tout, la première guerre de Tchétchénie viendra accentuer et aggraver la déliquescence du système d'autorité russe. Or, dans les étapes de construction de la démocratie russe, il est bien évident que l'ensemble de ces difficultés aura des conséquences désastreuses. Désormais, la perspective que les problèmes politiques puissent être réglés par les armes restera bien présente.

⁷⁶ Marie Mendras,, « *Tchétchénie, la guerre du Kremlin* », dans *Esprit*, no 3-4, mars-avril 1995, p. 113.

⁷⁷ Il y aura un fort sentiment dans les forces armées que le Kremlin leur a volé la première guerre de Tchétchénie.

2.5. Une lutte d'influence : le Conseil de Sécurité ou la suprématie du clan des Faucons

« Le Président est sans aucun doute pris au piège d'un labyrinthe d'influences et de coteries, dirigées par des apparatchiks qui raisonnent en vase clos, sans considération des réalités et des possibilités, donc sans moralité et sans stratégie autre que la lutte d'influence. »

Marie Mendras⁷⁸

Le Conseil de Sécurité détient une influence pondérable dans la prise de décision d'envoyer l'armée russe en Tchétchénie. Organe exécutif non-élu, son poids sur la présidence reflète tout-à-fait le déséquilibre entre les pouvoirs législatifs et exécutifs dans le système politique russe. Le Conseil de Sécurité a été créé par une loi fédérale, en mars 1992, dans le but de « *veiller à la garantie des intérêts vitaux du pays* ». Le Conseil participe à la définition des intérêts de l'État et à la définition des menaces internes et externes pesant sur la sécurité. Il est chargé de préparer des recommandations pour le Président sur les questions de politiques intérieure et extérieure, ainsi que de préparer des décisions opérationnelles pour régler les situations d'urgence.⁷⁹ Mais le grand flou qui entoure l'activité du Conseil de Sécurité vient grandement entacher l'image de cette institution. En effet, structure au fonctionnement très mal connu, le Conseil de Sécurité suscite bien des spéculations et plusieurs le comparent à l'ancien *Politburo* soviétique. Outre le Président et le Premier ministre, le Conseil de Sécurité comprend les ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, et le vice-Premier ministre en charge des questions régionales, le Commandant des gardes-frontières, le chef des Services de contre-espionnage, le chef des Services de renseignement, et les présidents des deux chambres. Organe purement consultatif, le Conseil de Sécurité prend des

⁷⁸ Marie Mendras, « *Tchétchénie, la guerre du Kremlin* », dans *Esprit*, no 3-4, mars-avril 1995, p. 117.

⁷⁹ Françoise Daucé, *op. cit.*, p.56.

décisions extrêmement importantes, mais il n'est pas responsable devant le Parlement.

Il est difficile d'évaluer très justement la prise de décision de l'intervention en Tchétchénie, sinon que le Conseil de Sécurité y aurait joué un grand rôle. Les acteurs ayant un accès privilégié et direct au Président auraient aussi leur part de responsabilités. Dans l'ouvrage d'Andrew Wilson et Nina Bachkatov « *Tchétchénie : histoire d'un conflit* », les deux auteurs tentent d'analyser le déroulement de la prise de décision de l'entrée en guerre, les principaux acteurs, ainsi que leurs différents intérêts et influences. Nous apprenons donc que, suite au fiasco militaire russe du 26 novembre, les « ministres forts » sont appelés pour donner au Conseil de Sécurité leurs points de vue sur les moyens pour mettre fin à la sécession tchétchène. Différents rapports sont présentés au Président sur diverses solutions possibles au problème tchétchène. Lors d'une réunion du Conseil de Sécurité du 29 novembre, le ministre de la Défense (général Gratchev), de l'Intérieur (Viktor Erine), et le chef du FSK (Sergei Stepachine) recommandèrent une opération militaire à grande échelle. Cette opinion est partagée par le ministre responsable des Nationalités (Nikolai Egorov), son collègue des Situations d'urgence (Sergei Choygou), le secrétaire du Conseil de Sécurité (Oleg Lobov), et avec quelques nuances près le premier Ministre (Viktor Tchernomyrdine). Les seules réserves à cet effet proviennent du ministre des Affaires étrangères (Andrei Kozyrev) et du chef du SVR (Evgueni Primakov).⁸⁰

Or, avant de prendre la décision d'intervenir, Eltsine fut fortement influencé par les avis de son fidèle conseiller, Alexandre Korjakov, partisan de la méthode forte. Ce dernier insistera grandement sur l'importance des rapports fournis par le Service de renseignements de Stepachine. Le rapport de ce dernier aura ainsi pesé extrêmement lourd dans la décision d'envoyer l'armée en Tchétchénie. Ce rapport

⁸⁰ Nina Bachkatov et Andrew Wilson, *Tchétchénie : histoire d'un conflit*, GRIP, par l'Institut européen de recherche et d'informations sur la paix et la sécurité, Bruxelles, 1995, p.41.

expliquait que l'entrée des forces russes en Tchétchénie ne se heurterait qu'à une résistance facile à surmonter, et que le support accordé par la population tchétchène à Doudaiev s'évanouirait très rapidement dès l'entrée des troupes russes sur le territoire tchétchène. C'est donc essentiellement sur la base de ces mauvais renseignements que le Président Eltsine signera le décret ordonnant au gouvernement de tout mettre en œuvre pour restaurer la paix et l'ordre constitutionnel dans la République de Tchétchénie.

Ainsi, la première question soulevée par la première guerre sera de savoir : qui dirige vraiment la Russie ? Bien que nous ayons une certaine idée des réunions et des préparations techniques qui ont précédé la décision d'intervenir, nous n'avons aucune précision sur la prise de décision elle-même. Plusieurs spécialistes de la Russie caractérisent d'ailleurs le centre décisionnel russe par un système de « clans » qui seraient en lutte perpétuelle pour développer et imposer leur sphère de compétences. Ainsi, une confusion dans les domaines de compétences de chacun et l'omniprésence de personnes plus ou moins influentes représentants des intérêts bien précis, gravitent autour du centre décisionnel. Les luttes d'influence et la force de persuasion des nombreux acteurs présents dans l'entourage du Président rendent souvent les décisions du pouvoir plus ou moins cohérentes. Jacques Sapir, dans son ouvrage « *Le chaos russe : désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire* », va même jusqu'à affirmer que la guerre de Tchétchénie était une solution possible au problème de survie politique et d'élargissement du pouvoir de certains acteurs gravitant autour du pouvoir russe.

Par exemple, Pavel Gratchev, ministre de la Défense durant la première guerre, aurait fait de la première intervention militaire un objectif personnel pour distraire l'attention des accusations de corruption et de ventes d'armes illégales.⁸¹ De

⁸¹ Jacques Sapir, *op. cit* , p.201.

plus, les couches supérieures de l'armée russe étaient frappées au même moment par une série de scandales, et plusieurs soupçonneront le pouvoir central d'avoir envoyé les chars en Tchétchénie pour couvrir une vaste opération de corruption dans l'armée.⁸² Par ailleurs, les profits engendrés par l'exploitation des hydrocarbures tchétchènes et les enjeux qui y sont reliés ne seront pas étrangers à la décision d'intervenir en Tchétchénie.

Mais essentiellement, la décision d'intervenir en Tchétchénie reflète la victoire de ceux que l'on nomme le « *parti de la guerre* » ou le « *clan des faucons* ». Selon Jacques Allaman, le conflit tchétchène démontre parfaitement les luttes d'influence qui font rage au Kremlin. Eltsine, éloigné du Centre du pouvoir à de nombreuses reprises dues à des hospitalisations à répétition, aurait été manipulé par un entourage « *prêt à tout pour préserver les privilèges d'une oligarchie sans foi ni loi* ». ⁸³ Jacques Sapir, pour sa part, va dans le même sens en affirmant que « *l'évolution qui conduisit à la guerre à la fin de 1994 ne relève pas d'un projet étatique ou gouvernemental cohérent. Elle traduit la décomposition du système politique russe, de ses institutions et des relations entre les principaux acteurs du jeu politique.* »⁸⁴ Les conclusions qu'il apporte dans son ouvrage viennent confirmer notre hypothèse :

*« On est dans une situation où le pouvoir ne provient plus d'une institution mais de son responsable et des instruments de celui-ci, officiels ou officieux. La survie formelle des institutions, voire leur prolifération, devient de plus en plus artificielle et ne traduit pas la mise en place de mécanismes de régulation des conflits politiques qui assureraient leur lisibilité et, par là, leur prévisibilité. »*⁸⁵

⁸² Voir sur ce sujet Ana Pouvreau, Les Russes et la sécurité européenne, Éditions L'Harmattan, Paris, 1998.

⁸³ Jacques Allaman, Guerre de Tchétchénie ou l'irrésistible ascension de Vladimir Poutine, Éditions Georg, Genève, 2000, p.20.

⁸⁴ Jacques Sapir, *op. cit.*, p. 203.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 203.

2.6. La question géostratégique des oléoducs

La situation du Caucase, placé entre l'Europe et l'Asie, lui confère un intérêt stratégique exceptionnel. La Tchétchénie occupe ainsi une place importante dans la gestion des intérêts géostratégiques de la Fédération russe. La Russie, depuis la disparition de l'URSS, cherche à maintenir son rang de puissance régionale dans le Caucase, tout comme son contrôle sur les républiques qui la composent.

Les oléoducs qui traversent le territoire tchétchène constituent un enjeu stratégique majeur dont les autorités russes et les combattants tchétchènes sont bien conscients. Or, si l'extraction et la transformation du pétrole sont importantes pour la Tchétchénie, elles restent néanmoins minimes à l'échelle de la Russie (à peine 1% de la production russe en 1994). Malgré tout, après 1991, la Tchétchénie continue de traiter le pétrole russe de Tioumen (Sibérie) et de la Volga. Cette situation pourrait expliquer en partie pourquoi le complexe pétrochimique n'a jamais été bombardé lors de la première guerre tchétchène.⁸⁶

Les enjeux pétroliers se concentrent principalement sur la concurrence entre plusieurs tracés acheminant l'« *Or précieux* » et sur les détenteurs de ces tracés. La première guerre de Tchétchénie coïncide étrangement avec l'implication des Occidentaux dans l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne. Face à cet engagement accru des Occidentaux dans l'exploitation de la région, la priorité de Moscou sera de conserver le contrôle du transport des hydrocarbures. L'oléoduc qui traverse le territoire tchétchène constitue un enjeu de la redistribution géopolitique autour des richesses pétrolières de la mer Caspienne. Cet oléoduc, qui traverse le

⁸⁶ Preuve que les autorités russes voulaient en reprendre le contrôle. Or, le complexe fut totalement détruit lors de la seconde guerre ...

territoire tchéchène sur une distance d'environ 150 kilomètres, constitue la seule route d'évacuation immédiatement opérationnelle pour le pétrole azéri et kazakh.⁸⁷ Le contrôle de la Tchétchénie pourrait ainsi permettre la création de nouveaux oléoducs dont le « *tracé nord* » qui relie la Caspienne (Bakou) au port russe de Novorossisk sur la mer Noire, en passant par la Tchétchénie. L'argument pétrolier fait donc partie définitivement des raisons de la première intervention russe sur le territoire tchéchène.

Or, la campagne militaire de 1994-96 a plutôt favorisée l'effet contraire des objectifs recherchés par l'intervention, notamment en aggravant la déstabilisation du Caucase du Nord et en démontrant aux investisseurs étrangers que le chemin le plus sûr pour le transport du pétrole ne passait pas nécessairement par la Russie. À cet égard, la question du pétrole, même si sur-dimensionnée dans les nombreuses analyses de la guerre, est tout de même symptomatique de l'impuissance du Kremlin à influencer véritablement sur les enjeux économiques d'une région d'importance stratégique.

⁸⁷ Comité Tchétchénie, Tchéchénie : dix clés pour comprendre, Éditions La Découverte, Collection Sur le Vif, Paris, 2003, p.46.

2.7. La première guerre de Tchétchénie : reflet de problèmes endémiques du nouvel État russe

La société russe a vécu dans les années 1990 des moments de rupture intense dus à l'effondrement de l'URSS, la disparition de l'idéologie soviétique, l'ouverture des frontières et l'introduction de l'économie de marché. La crise économique qui s'en suivie et l'incapacité de l'État à assurer le minimum de sécurité pour chacun font entrer la société russe dans une intense période de vulnérabilité. L'assaut du Parlement en 1993 rappelle à la population toute la violence que peut générer l'État russe et fait perdre toute illusion d'une évolution libérale du pays. La première guerre de Tchétchénie (1994-96) introduit donc à nouveau la violence d'État dans la vie quotidienne russe.

Nous avons constaté dans ce présent chapitre quelques problèmes endémiques de la construction de l'État russe durant le premier mandat de Boris Eltsine, problèmes que la première guerre de Tchétchénie vient à la fois révéler et amplifier. Tout d'abord, à la question de savoir si la Russie n'aurait pas plus besoin de la guerre de Tchétchénie que de la Tchétchénie elle-même, il serait dangereux de classer les nombreux morts civils, le bouleversement tragique d'un peuple tout entier et de son avenir, ainsi que la perte de nombreux soldats et civils russes, comme de simples dégâts collatéraux d'une guerre servant à la redorer la « puissance perdue » d'un État qui se cherche. La question est complexe et nous n'avons aucune prétention d'y répondre.

Par contre, nous affirmons que la première guerre de Tchétchénie aura été utilisée, durant la construction de l'État russe, dans une quête d'élaboration de son identité nationale. En effet, nous avons pu constater que la crise identitaire russe se

focalise principalement sur la Tchétchénie, mais pourquoi ? Malgré les risques de guerre civile qui prévalaient en Russie suite aux nombreux bouleversements provenant de la désintégration de l'URSS (principalement la crise économique et la perte des valeurs soviétiques), aucun scénario catastrophe de guerre civile ne se réalisa.

Par ailleurs, la difficulté du nouvel État russe à trouver une idée unificatrice explique en partie l'absence de soutien significatif de la population russe à la première guerre de Tchétchénie. Le rôle de la Tchétchénie sera important dans la recherche d'une politique et d'un sentiment de grande puissance de l'État russe. Mais la première guerre de Tchétchénie jouera aussi un rôle de déclencheur, dans la mesure où la Russie y fait la démonstration flagrante de sa faiblesse militaire. Désormais, son statut de grande puissance sera chose du passé. La Russie n'est plus l'URSS.

Mais plus que tout, la guerre de Tchétchénie et les évolutions politiques du régime russe s'y rattachant démontrent clairement l'inexistence de contre-pouvoirs dans la société et les institutions politiques russes. Les luttes d'influence et les organismes obscurs de prise de décisions sont des caractéristiques typiques du nouveau pouvoir et rendent malheureusement les actions du nouveau gouvernement difficiles à suivre.

Or, l'instabilité des règles du jeu économique et politique crée dans la population un sentiment de frustration. À la fin du mandat de Boris Eltsine, ce dernier est pratiquement à l'article de la mort politique. Suite au limogeage du Premier ministre Viktor Tchernomyrdine depuis mars 1998, la valse des premiers ministres crée une confusion institutionnelle immense. Kirienko, Primakov et Stepachine se succèdent tous au poste de Premier ministre mais sans jamais apporter de réelles solutions aux problèmes endémiques que connaît la Russie. La défiance à l'égard des institutions, les bouleversements socio-économiques et l'absence de repères

institutionnels stables amènent les sondages d'opinion à révéler une aspiration générale à la stabilité, à la quête d'ordre par l'imposition de règles respectées par tous, à la restauration de l'autorité de l'État, de la justice sociale, ainsi qu'un retour de la puissance russe sur la scène internationale.⁸⁸

Or, le second mandat de Boris Eltsine (1996-1999) offre plutôt le spectacle d'un pouvoir en pleine déliquescence, rempli de luttes d'influence, de règne de la rumeur et d'instabilité politique (valse des premiers ministres). La distance entre l'État et la société se creuse, cette dernière étant complètement désillusionnée et n'attendant plus rien du jeu politique. Comme explique Isabelle Facon, « *la stratégie de maintien au pouvoir de Boris Eltsine et de ses alliés (et leur désir de tout faire pour que l'après Eltsine ne menace pas leurs intérêts) ont pris le pas sur leurs efforts de consolidation des institutions politiques, économiques et sociales (...)* ». ⁸⁹

Le grand mérite de Boris Eltsine, s'il en est un, aura été de ne pas céder à nombre de ses conseillers qui lui recommandaient d'ajourner, voir d'annuler l'élection présidentielle de 1996, alors que la bataille présidentielle semblait bel et bien perdue pour Eltsine. En effet, la guerre de Tchétchénie aurait très bien pu fournir le contexte idéal pour instaurer « *l'état d'urgence* » sur le territoire de la Fédération et ainsi faire reporter les présidentielles.

Boris Eltsine, comme premier dirigeant de la Russie post-soviétique, avait pour mission essentielle la mise en œuvre de réformes économiques et politiques, mais surtout d'assurer la création d'un État nouveau. Or, l'absence absolue de consensus interne quant aux paramètres essentiels nécessaires à la construction de ce nouvel État, l'absence de vision à long terme ainsi que le choix volontaire d'utiliser la

⁸⁸ Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *op. cit.*, p.6.

⁸⁹ Yves Boyer et Isabelle Facon (dir.), « *La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture.* », dans *Repères stratégiques*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Éditions Ellipses, 2000, p.69.

violence dans le cas tchétchène pour s'assurer de la cohésion de la Fédération, constituent plusieurs freins considérables à l'établissement de la démocratie en Russie.

Ainsi, à travers les éléments analysés dans ce présent chapitre, nous sommes en mesure d'affirmer que la première guerre de Tchétchénie survient dans une période d'affaiblissement matériel et social de l'État russe et qu'en raison des revers militaires et politiques subis tout au long du conflit, la guerre de Tchétchénie aura contribué davantage à l'affaiblissement de l'État russe qu'à la consolidation qu'elle visait et ce, que ce soit dans la construction de ses institutions politiques ou de son parcours vers un véritable État de droit.

Alors que ce chapitre analysait la réceptivité de l'État russe face à une situation de déstabilisation sur son propre territoire, il nous aura aussi permis de mettre en perspectives les problèmes endémiques du nouvel État russe. Le changement de régime et le contexte de consolidation qui s'en suivra avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine nous démontrera, dans ce dernier chapitre, l'utilisation du cas tchétchène dans une toute autre perspective : celle de la restructuration de l'État fédéral ainsi qu'une restauration progressive d'un autoritarisme politique. La démagogie sécuritaire engendrée par les menaces de déstabilisation pesant sur le régime permettra l'ascension d'un nouvel acteur qui s'empressera de faire de la deuxième guerre de Tchétchénie un prétexte à l'instauration de tendances que nous qualifierons d'« autoritaires ».

Chapitre 3

La Consolidation : retour à un autoritarisme politique

La deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2003)

« Un État changera d'esprit à mesure qu'on rétrécira ou qu'on étendra ses limites .»

Montesquieu, dans L'Esprit des lois

3.1. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine

Vladimir Poutine apparaît dans le jeu politique russe au cours de l'été 1999, alors qu'il est nommé premier ministre suite à une interminable valse de premiers ministres. Comme nous venons de le constater, ce dernier apparaît dans un contexte d'affaiblissement de l'autorité présidentielle russe. En effet, Eltsine a été réélu de justesse pour un second mandat en 1996, mais il est victime de plusieurs crises cardiaques et une grande incertitude plane sur son avenir politique. La crise financière de 1998 a durement ébranlé la Russie et Eltsine se retrouve en charge d'un pays malade et chaotique. L'État est corrompu et affaibli, et la menace d'implosion territoriale et d'explosion sociale plane toujours. De nombreux acteurs institutionnels contestent l'autorité présidentielle. Le procureur général de la Fédération de Russie s'intéresse de plus en plus à des scandales financiers qui pourraient impliquer le Président et son entourage.

Au moment de quitter le pouvoir en décembre 1999, Eltsine laisse derrière lui une Russie en pleine décomposition. La transition vers l'économie de marché et le libéralisme économique aura été fort douloureuse et le pays est paralysé par de nombreuses grèves dues au non-paiement des salaires et des retraites. Le Fond Monétaire International (FMI) retarde le versement de crédits de dix milliards de dollars américains parce que les rentrées fiscales de la Russie sont trop faibles. Le rouble est en pleine dégringolade. La Russie est de nouveau en guerre avec la Tchétchénie.

Or, la faiblesse du pouvoir présidentielle connaîtra un tout autre revirement avec l'ascension d'un « *inconnu* » à la tête de la Fédération. Ancien directeur du FSB, nommé secrétaire du Conseil de Sécurité en avril 1999, Poutine remplacera Stepachine au poste de Premier ministre suite à l'inaction de ce dernier face à l'incursion de rebelles fondamentalistes tchétchènes sur le territoire du Daghestan. Suivra la vague d'attentats dans des immeubles d'habitation près de Moscou qui conduira le pouvoir à lancer une nouvelle offensive en territoire tchétchène. Ainsi, le 30 septembre 1999, trois ans après la première retraite humiliante et sans gloire, l'armée russe entre à nouveau en Tchétchénie.

Nous verrons dans ce dernier chapitre que l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et sa volonté de restauration et de consolidation de l'État russe seront grandement influencées par la deuxième guerre de Tchétchénie. Alors que la première guerre avait essentiellement eu pour conséquence l'affaiblissement des structures institutionnelles russes, la deuxième intervention servira plutôt aux justifications d'un renforcement de ces mêmes structures ainsi qu'au prétexte d'un retour progressif de la centralisation de l'État et de la réapparition de méthodes dites « autoritaires ».

3.2. Tchétchénie : prise de

Dès sa nomination au poste de Premier ministre, Poutine affiche une image de fermeté. Depuis les attentats terroristes commis sur le territoire de la Russie,⁹⁰ attentats qui galvaniseront l'opinion publique russe, un sentiment de vengeance et un climat de psychose sont entretenus par le pouvoir: Vladimir Poutine déclarera rageusement vouloir « *poursuivre les terroristes où qu'ils se trouvent et de les buter jusque dans les chiotte s!* »⁹¹ L'invasion armée du Daghestan par les islamistes tchétchènes à l'été 1999 viendra déclencher les opérations militaires russes sur le territoire de la Tchétchénie.

Poutine, qui vient d'être nommé Premier ministre, déclare alors que « *la prise de contrôle de villages dans les montagnes du Daghestan n'est rien d'autre qu'une agression contre la Fédération de Russie.* »⁹² Moscou intensifie alors ses opérations militaires contre la Tchétchénie, notamment par le bombardement de nombreuses villes tchétchènes. Poutine affirme avec détermination vouloir mater les combattants en deux semaines, ce qui rappelle étrangement les propos téméraires tenus à la veille de la première guerre de Tchétchénie par le ministre de la Défense de l'époque, Pavel Gratchev. En vue des législatives de décembre 1999 et faute de programme électoral précis, l'essentiel de la campagne de Poutine reposera donc sur la promesse d'en finir au plus vite avec le problème tchétchène. Ainsi, grâce à la guerre de Tchétchénie, Poutine verra sa popularité monter en flèche.

⁹⁰ Attentats que le gouvernement s'empresse d'attribuer, sans preuve, aux terroristes tchétchènes.

⁹¹ Hélène Blanc, *T comme Tchétchénie*, Éditions Ginkgo, Montreuil, 2005, p. 46.

⁹² Sous la direction de Frédérique Longuet-Marx, *Tchétchénie : la guerre jusqu'au dernier?*, Éditions Mille et Une Nuits, 2003, p.72.

À la différence de la première guerre, l'attaque aérienne sur la petite république sera instantanée. Bombes à fragmentation, bombes à dépression, bombes incendiaires, missiles sol-sol; tout un arsenal sera utilisé dans ce que Moscou qualifie d'« *opération antiterroriste* ». Plus de la moitié de la population tchétchène fuira dans des camps de réfugiés dans les républiques voisines. La ville de Groznyï tombera en février 2000. Les quelques résistants tchétchènes encore présents fuiront dans les montagnes pour continuer le combat, et les russes seront toujours incapables de prendre le contrôle de la totalité du territoire tchétchène. Débutera alors l'occupation de la république par l'armée fédérale,⁹³ et la nomination d'un parlement fantoche pro-russe dans une optique de « *normalisation* » de la Tchétchénie. Maskhadov, le président tchétchène qui avait été élu démocratiquement, ne sera plus reconnu par le pouvoir central et devra entrer dans la clandestinité. L'occupation du territoire par l'armée russe entraînera son lot de destructions, de pillage, d'abus, d'enlèvements, de tortures, etc.

Poutine est élu Président au premier tour des présidentielles de mars 2000, grâce notamment à son langage musclé, teinté de nationalisme, ainsi que pour avoir su paraître l'unique garant de l'ordre et de la sécurité, et de l'unité de la Fédération. L'opinion russe, qui se prononçait contre la première guerre de Tchétchénie, soutiendra la seconde à plus de 70% selon l'institut de sondages Levada.⁹⁴ L'intervention sera présentée à la population russe par le pouvoir central comme une « *opération anti-terroriste* » et non comme une guerre, mais plutôt comme une réaction d'auto-défense.

⁹³ 140 000 hommes des forces russes occuperont le territoire où l'on dénombre qu'il est resté plus ou moins 500 000 civils.

⁹⁴ Michel Gurfinkiel et Vladimir Fedorovski, Le retour de la Russie, Éditions Odile Jacob, Paris, 2001, p.265.

Au ministère de la Défense, plusieurs généraux n'ayant jamais digérés la retraite militaire de 1996 appuient triomphalement l'intervention militaire en Tchétchénie. L'heure de la revanche militaire est enfin arrivée et Vladimir Poutine recevra un appui considérable du milieu militaire. Cette fois-ci, voulant éviter les erreurs de la première guerre, l'armée est mieux préparée, la guerre mieux planifiée, et les médias russes écartés. Conscient d'avoir perdu la première guerre suite à une couverture médiatique désastreuse pour le Kremlin, les accréditations journalistiques pour la couverture du conflit sur le terrain sont distribuées au compte-goutte.

Ainsi, les attentats à la bombe dans les immeubles moscovites et la « *ligne dure* » adoptée par Poutine en Tchétchénie seront à l'origine de l'ascension fulgurante de la popularité du nouveau Président qui était jusque là inconnu de la population russe. Poutine bâtira sa popularité sur le conflit en Tchétchénie et son entreprise de consolidation du régime politique russe et de ses institutions en sera grandement influencée. La deuxième guerre de Tchétchénie viendra renforcer et aider le nouveau chef d'État qui fera de la « lutte contre le terrorisme tchéchène » son cheval de bataille. Le thème du maintien de l'ordre et de la sécurité, comprenant à la fois la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la criminalité quotidienne sur le territoire de la Russie (« *dictature de la loi* »), contribuera à valoriser la personnalité de Poutine et à favoriser sa candidature aux présidentielles de 2000.

Pour Carine Clément, journaliste et sociologue, Poutine utilisera la deuxième guerre de Tchétchénie pour développer une « *démagogie sécuritaire* », ⁹⁵ habilement exploitée dans un objectif de maintien au pouvoir. Or, nous avons vu que la population russe aspirait avant toute chose au retour à l'ordre et à la sécurité sur le territoire de la Russie. Le désir et l'objectif affiché de Poutine de rediriger la Russie dans cette voie constituent ainsi la clé de son succès électoral.

⁹⁵ Carine Clément, « *Régression record, popularité record : Aux racines du phénomène Poutine* », dans *Le Monde diplomatique*, février 2003, p.12.

Par ailleurs, il devient intéressant dans l'analyse des premières années au pouvoir de Vladimir Poutine de constater que les législatives de décembre 1999 et les présidentielles de mars 2000 se sont toutes deux déroulées dans un climat de guerre. De nombreux cas d'enlèvements de Russes et Tchétchènes pro-russes sont répertoriés sur le territoire tchétchène. Ce climat d'insécurité et cette psychose anti-tchétchène faciliteront ainsi, selon nous, la popularité du nouveau Président qui axera immédiatement son discours sur la stabilité, et démontrera son intention de rétablir l'ordre en Russie.

Nous observerons brièvement dans ce dernier chapitre les étapes de restauration de l'État entreprises par Vladimir Poutine et tenterons de démontrer les parallèles existants avec la deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2003). Nous en arriverons à la conclusion que le conflit avec la Tchétchénie sert le nouveau pouvoir dans son objectif de rétablissement progressif de l'autoritarisme en Russie et ce, notamment par l'apparition de nombreux indicateurs propres aux régimes autoritaires, - tels une recentralisation excessive du pouvoir, une augmentation sans précédent du budget et du pouvoir militaire, le retour en forces des « organes de sécurité », le musellement et la censure des médias, le retour des discours nationalistes, et une opposition politique inexistante.-

3.3. La restauration de l'État

Tout d'abord, notons que de nombreux spécialistes de la Russie interprètent la passation du pouvoir entre Boris Eltsine et Vladimir Poutine en décembre 1999 par l'existence d'un pacte secret entre les services de sécurité et l'entourage d'Eltsine. Ces derniers auraient exigé de Poutine et de son entourage (les services secrets) la mise à l'écart de la scène politique des principaux rivaux d'Eltsine (les leaders de Patrie – Toute la Russie) et la garantie d'une immunité politique en échange du poste de président par *intérim*.⁹⁶ Ainsi, la passation de pouvoir du premier Président russe vers le second restera plutôt une entreprise nébuleuse dans le cadre d'une recherche officielle de cadre démocratique.

Or, Poutine hérite d'un pays qui traverse une triple crise : une crise d'identité, une crise politique, et une crise économique. Ce dernier s'engagera donc à travers une entreprise de changements institutionnels visant le renforcement de l'autorité de l'État et ce, en imposant de nouvelles règles du jeu : la « *dictature de la Loi* » et la « *verticale du pouvoir* ».

Le projet politique de Poutine consiste principalement en deux phases : la restauration de l'État et la recentralisation de la Fédération. Le but avoué de Vladimir Poutine, dès son premier mandat, sera de redonner l'autorité nécessaire à l'État et de renforcer le pouvoir fédéral. Ces deux étapes seront développées grâce à l'introduction de deux concepts : la « *dictature de la Loi* » et la « *verticale du pouvoir* ». Si Eltsine, pour réussir à gouverner la Russie, s'était appuyé sur les pouvoirs locaux, les oligarques et des alliances de circonstances à la Douma, Vladimir Poutine, quant à lui, est convaincu de la nécessité de centraliser le pouvoir

⁹⁶ Le premier décret du Président Poutine sera d'accorder l'immunité politique de Boris Eltsine et de sa « famille ».

au détriment des féodalité politiques locales et des oligarques qui dirigent le pays en fonction de leurs intérêts. Ainsi, l'objectif primordial de la restauration de l'État est lié directement à la nécessité, selon Poutine, de rétablir le crédit des institutions et des administrations russes et de lutter contre la corruption généralisée omniprésente dans tout le système (politique et économique), d'où la « *dictature de la loi* ».

Pour la nouvelle équipe présidentielle, suite à la crise financière de 1998, la première tâche dont doit s'occuper le gouvernement sera une remise en ordre des finances publiques et ce, à travers une refonte du système fiscal et l'introduction de nouvelles règles de répartition budgétaire. Pour le nouveau gouvernement, il s'agit selon Marie Mendras, de retrouver la capacité de l'État à conduire des politiques nationales et de contrôler plus étroitement les ressources de l'État.⁹⁷

Or, la maîtrise des « *oligarques* » sera essentielle dans la poursuite de ces objectifs. Ces hommes d'affaires si influents pendant l'ère d'Eltsine, qui se sont appropriés d'une façon frauduleuse les immenses richesses de la Russie au moment des privatisations, constituaient une certaine menace pour la stabilité du pouvoir en place. L'offensive menée contre quelques hommes d'affaires emblématiques, soi-disant dans le cadre d'un projet général de régulation politique et juridique du capitalisme, servira en fait à transférer la gestion de certains actifs stratégiques à des entrepreneurs locaux gravitant dans l'entourage présidentiel. Cette redistribution d'actifs et l'imposition de règles du jeu plutôt impersonnelles permettront au Président de mieux contrôler les ressources économiques de l'État et entraînera la fusion des pouvoirs politiques et économiques.

⁹⁷ Marie Mendras, Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque, Éditions Autrement, 2003, p. 27.

Notons aussi que les oligarques concernés⁹⁸ se sont tous opposés politiquement, à un moment ou l'autre, au nouveau Président et que le message envoyé par ce dernier envers les autres oligarques sera désormais clair : la privatisation des richesses de l'État ne sera pas remise en cause si les détenteurs de ces richesses s'abstiennent de toute participation à la vie politique. Désormais, les hommes d'affaires ne manquent plus une occasion d'affirmer leur soutien à la politique présidentielle.

Vladimir Poutine bâtira donc sa légitimité et assurera sa longévité au pouvoir par le développement de la croissance économique et la stabilité politique qu'il imposera en Russie. Porté par un contexte plus propice que Boris Eltsine, Poutine lancera de nombreuses réformes : fiscales, foncières, judiciaires et administratives; et ce à travers un objectif de « *rationalisation de l'action publique, de modernisation sociale et d'efficacité économique.* »⁹⁹ Mais ces réformes seront plutôt désastreuses sur le plan social : nouveau code du travail au détriment des droits des salariés, baisse des charges sociales et de l'impôt sur les bénéfices, effondrement de la sécurité sociale et des retraites, creusement des inégalités, etc.¹⁰⁰

Or, la restauration de l'État s'accompagnera aussi d'une volonté déterminante de monopoliser le pouvoir politique. En effet, Poutine démontrera sa volonté de restaurer le rôle de l'État par le renforcement de ses propres pouvoirs sur le Kremlin, le gouvernement, les gouverneurs des régions, et les médias. En suivant cette optique, Vladimir Poutine placera des hommes issus des services secrets, tout comme lui, à tous les postes de commande de l'État : économiques, politiques et médiatiques. Alors qu'Eltsine s'était toujours opposé à une influence trop importante des « *structures de force* » (armée, police et services de renseignement) dans

⁹⁸ Berezovski, Goussinski, Khodorkovski.

⁹⁹ Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet, *op. cit.*, p.107.

¹⁰⁰ Carine Clément, « *Régression record, popularité record : Aux racines du phénomène Poutine* », dans *Le Monde diplomatique*, février 2003, p.12.

l'administration présidentielle, Poutine inversera la tendance en s'entourant de nombreux collaborateurs issus de ces mêmes structures. Poutine s'appuiera à travers sa gouvernance sur le « *groupe de St-Pétersbourg* », c'est-à-dire des collègues de travail rencontrés durant sa période de travail pour la mairie de St-Pétersbourg, mais surtout sur des anciens membres des services secrets russes (KGB) pour qui l'établissement de la démocratie n'est pas la priorité numéro un.

De plus, contrairement à Boris Eltsine, Poutine s'appuie depuis 2000 sur une Douma d'État majoritairement composée de députés loyaux et prêts à l'aider à réaliser ses projets. Avec la présidence de Poutine, une nouvelle étape d'affaiblissement de l'autonomie de la Douma d'État en tant qu'institution politique est franchie. En effet, Poutine bénéficie au contraire de son prédécesseur, d'une maîtrise totale des institutions politiques fédérales, ce qui lui permet de contrôler les différents détenteurs de pouvoir qui contestent son autorité (entrepreneurs, gouverneurs, bureaucrates, etc.). La concentration du pouvoir entre les mains du Président est telle qu'elle favorise la création de partis pro-présidentiels qui cherchent à dominer les autres formations politiques. Ainsi, nous assisterons progressivement à la mise en place de pseudo-contrepoids, c'est-à-dire des institutions sans pouvoir de décision ni de sanction, tels le Conseil présidentiel, le Conseil d'État, l'Association des gouverneurs, etc. La Douma d'État, pour sa part, a complètement perdu sa capacité de débat et agit sous le régime Poutine comme une simple chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif. Bref, Vladimir Poutine réussit complètement à limiter les pouvoirs des institutions qui dépendent ou non de la présidence et qui auraient pu menacer son autorité.

Dans son entreprise de restauration de l'autorité de l'État, Poutine aspire aussi à une reprise en main de la société russe. Depuis mars 2000, le gouvernement russe mène une politique implacable à l'encontre des médias télévisés susceptibles de nuire au gouvernement. Fermeture de chaînes télévisées considérées comme trop critiques à

l'égard du gouvernement (et surtout de ses actions en Tchétchénie) ainsi que divers changements dans la direction des chaînes ou périodiques russes seront effectués pour mettre aux pas les différents médias.

3.4. *La verticalité du pouvoir*

Par ailleurs, dès son élection, Poutine va s'attarder à redéfinir les relations entre le pouvoir central et les régions pour notamment contrer les velléités d'indépendance ou d'autonomie des régions et pour s'assurer d'une meilleure cohésion de la Fédération. Or, si la décennie Eltsine aura été marquée par l'affaiblissement du pouvoir central et le renforcement des élites régionales, Vladimir Poutine tentera de reprendre le contrôle des différentes administrations et des économies régionales pour « *contrer le phénomène d'autonomisation et de différenciation des républiques russes.* »¹⁰¹ Désormais, l'homogénéisation des administrations et la stricte application des lois fédérales demeureront la priorité dans cette perspective de re-centralisation de la Fédération.

Un des premiers décrets de l'équipe Poutine sera d'ailleurs la création de sept « super-régions » et la nomination de sept gouverneurs généraux (dont 5 officiers de l'armée et du FSB) qui seront chargés de surveiller les 89 barons locaux qui ne siègeront plus désormais au Conseil de la Fédération (ils doivent désormais désigner des représentants). Concrètement, ces sept représentants doivent permettre l'application uniforme des décisions présidentielles dans les régions, protéger les finances, l'appareil judiciaire, et veiller à la sécurité du Kremlin contre les puissants gouverneurs locaux. Les représentants présidentiels s'assurent également du contrôle des chefs de la police locale, des inspecteurs des impôts, et des fonctionnaires du

¹⁰¹ Marie Mendras, Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque, p.7.

Trésor et ce, au détriment des leaders régionaux. Toutes ces mesures sont destinées à actualiser une redistribution du pouvoir des autorités régionales vers le centre fédéral.¹⁰²

Le Président, qui maîtrise entièrement le Conseil de la Fédération, peut ainsi complètement limiter le pouvoir des élites dirigeantes régionales. Vladimir Poutine, en reprenant le contrôle des administrations et des économies régionales, recherche la restauration du rôle dirigeant et régulateur de l'État, tout comme la reconduite du principe de la centralité des décisions dans la Fédération (ce qu'Eltsine n'avait pas réussi à réaliser). La création pour la première fois d'un véritable parti présidentiel à la Douma, le parti « *Russie-unie* », permettra également à Poutine de se prémunir d'un instrument très efficace pour l'adoption de certaines initiatives. En effet, la prédominance d'un parti qui n'est, dans les faits, que le prolongement du pouvoir exécutif, facilite grandement la mise en œuvre de réformes urgentes.

3.5. Des indicateurs de la dérive autoritaire du régime

Cette verticalité du pouvoir plaît en grande majorité à la population russe traditionnellement habituée à un pouvoir fort et soucieuse de voir la Russie redevenir une grande puissance. Pourtant, et c'est le point essentiel de notre analyse, on peut également déceler plusieurs tendances éventuelles d'un retour à un régime autoritaire. En effet, de nombreux indicateurs nous permettent d'associer l'ensemble des réformes entreprises par le gouvernement Poutine à un projet de rétablissement du caractère autocratique du système politique russe.

¹⁰² Martin Nicholson, "Putin's Russia: Slowing the Pendulum without Stopping the Clock", dans *International Affairs*, vol. 77, no. 3, octobre 2001, p. 876.

Les débats sont nombreux à travers la littérature sur l'ambiguïté du régime politique russe. Bien que la Russie possède les attributs formels d'une démocratie (élections, État de droit, justice), Vladimir Poutine a maintes fois indiqué la nécessité d'avoir recours à une phase intermédiaire de « dictature », préalable essentiel selon lui à l'instauration d'un régime plus démocratique. Pour ce dernier, il faut tout d'abord rétablir l'ordre en Russie, combattre la corruption et la criminalité, relancer l'économie et enfin, rétablir le prestige du pays sur la scène internationale. Ensuite, viendra l'installation d'une véritable démocratie. Or, le passé d'agent secret de Vladimir Poutine qui se targue de vouloir re-glorifier la mission et les actions des services secrets russes, et qui voue une admiration sans borne à son défunt célèbre chef Andropov, laisse planer un doute sur ses éventuelles ambitions démocratiques.

Après seulement un premier mandat (2000-2004), les constatations sont alarmantes : le pouvoir législatif est complètement subordonné au président, la Douma ne constitue qu'une chambre d'enregistrement, et la majorité présidentielle suffit à l'adoption de toutes les lois. L'opposition politique ne se réduit qu'au Parti communiste de Guennadi Ziouganov - qui ne possède aucun pouvoir d'action réel -, et les grands groupes médiatiques sont tous à la solde soit de l'État (qui possède la majorité des actions dans l'entreprise) ou à la solde de banquiers proches de l'administration présidentielle. Par ailleurs, il n'existe aucune séparation des pouvoirs dans l'État russe et aucune entrave ni limite du pouvoir de l'administration centrale qui domine tous les secteurs et tous les niveaux de gouvernement. La corruption est endémique et persiste dans tous les niveaux de l'administration, et les inégalités économiques sont très profondes et continuent à s'aggraver. Les opposants politiques au régime sont devenus marginaux et ne comptent dans leurs rangs aucune figure sérieuse capable d'exprimer les désaccords avec le pouvoir actuel.

Mais la population russe réitère la confiance en son Président pour un deuxième mandat en 2004 avec plus de 70% des voix. Poutine est perçu comme le seul garant de la stabilité du pays malgré un parcours tortueux : naufrage du sous-marin Koursk en 2000 - où les marins périrent dû au refus des autorités de demander de l'aide étrangère-, et prise d'otages dans un théâtre de Moscou en octobre 2002 par un commando tchéchène et dont l'assaut des forces russes causera la mort de plus de 120 personnes par l'utilisation d'un gaz toxique inconnu. Lorsqu'il est question de terrorisme, le pouvoir russe refuse complètement de négocier et affiche une fermeté complète. Or, à l'opposé d'Eltsine, Vladimir Poutine offre l'image d'un président solide, jeune, professionnel, en pleine forme, et qui demeure déterminé à restaurer la puissance russe. Cette image plaît considérablement à la population russe. Nous assistons même à l'élaboration d'un mini-culte de la personnalité avec la popularité croissante des portraits et effigies à l'éloge du nouveau président.

Selon François Roche,¹⁰³ plusieurs signes du gouvernement Poutine se rapprocheraient des caractéristiques de l'ancien système soviétique : personnalisation du pouvoir par la mise en avant systématique du nouveau chef, exhortation à la subordination totale de toutes les structures de l'État, méfiance à l'encontre de tous les critiques du régime, rétablissement de l'ancien hymne soviétique,¹⁰⁴ etc. L'application de la « *dictature de la loi* » est exercée de façon extrêmement sélective,¹⁰⁵ et le principe de verticalité du pouvoir reste plutôt limité par l'influence grandissante des « *ministères de contraintes* ». Le budget du FSB, par exemple, a été multiplié par 3 et celui du ministère de l'Intérieur par 2,5 depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine.¹⁰⁶ Le système économique est bien entendu une économie de marché, mais les intérêts vitaux comme le pétrole et le gaz sont désormais gérés au plus haut

¹⁰³ François Roche, *Les cuisines du Kremlin*, Éditions Du Seuil, Paris, 2004, p.95.

¹⁰⁴ Avec des paroles différentes.

¹⁰⁵ Seules les entreprises dont les dirigeants s'en prennent aux politiques présidentielles seront inquiétées par la « *dictature de la loi* ».

¹⁰⁶ Sylvaine Pasquier, « *Poutine tombe le masque* », dans *L'Express*, 6 décembre 2004.

niveau de l'État. L'opposition politique est presque nulle et la réforme de la loi sur les partis politiques oblige les prétendants à un parcours d'obstacles très ardu pour seulement avoir le droit d'être reconnus légalement et ensuite pouvoir se présenter aux élections.¹⁰⁷ Par ailleurs, une nouvelle loi assimile « *extrémisme* » et « *critique* » à l'égard du pouvoir, ce qui rend les opposants aux régimes de plus en plus vulnérables. Finalement, la façon dont l'État traite les médias dans le deuxième conflit en Tchétchénie est extrêmement préoccupante.

3.5.1. Le cas tchétchène et son incidence sur la censure des médias

Suite à la première guerre de Tchétchénie, le Kremlin a repris le contrôle des grandes chaînes de télévision qui étaient devenues la propriété des grands groupes privés au début des années 90. Depuis son arrivée au pouvoir en 2000, le Président Vladimir Poutine a procédé à une série de nominations politiques chez les influents radiodiffuseurs d'État du pays, par exemple chez « *Canal Un* » et « *RTR* », pour s'assurer d'une couverture sympathique et de positions réactionnelles favorables au gouvernement. Le gouvernement russe a également de faire taire les principaux médias indépendants qui offraient une couverture plutôt critique du régime, soit en les fermant tout simplement ou en les contrôlant par l'entremise de sociétés ayant des liens étroits avec le Kremlin. Par exemple, en 2001, la société gazière *Gazprom*, administré par l'État, a acquis l'influente chaîne de télévision privée « *NTV* » à l'occasion d'une prise de contrôle assez hostile. En 2002, un tribunal a ordonné la fermeture de « *TV-6* » et les autorités russes ont fermé « *TVS* » en 2003. En 2004, le Kremlin va encore plus loin en purgeant la télévision nationale

¹⁰⁷ Enregistrement obligatoire et coûteux des organisations locales du parti dans plus de la moitié des régions de Russie.

de presque toutes les émissions d'affaires publiques et de tous les animateurs qui affichaient un esprit trop indépendant d'après le CPJ.¹⁰⁸

Comme l'indique George Sokoloff, « *les chaînes publiques de télévision, qui bénéficient désormais d'un quasi-monopole, offrent une information on ne peut plus officielle. La presse, beaucoup moins populaire que la télévision, préfère s'autocensurer que de s'exposer aux poursuites judiciaires.* »¹⁰⁹ Même son de cloche pour Floriana Fossato, auteur de « *La télévision, média du pouvoir* », pour qui il s'est installé en Russie un « *sentiment de peur omniprésent qui incite les journalistes, et plus encore les rédacteurs en chef ou les directeurs de médias, à l'autocensure et au conformisme.* »¹¹⁰ Désormais, et surtout depuis la présidence de Poutine, l'allégeance des principaux médias russes prévaut sur le pluralisme de la presse. Le déclin de la liberté de presse et la censure des médias donnent un caractère bien réel à la perception d'un retour de l'autoritarisme en Russie.

Avec la deuxième guerre de Tchétchénie, le Kremlin s'est assuré d'une couverture « dirigée » de ce qui se passait sur le terrain en retenant la leçon de la première guerre, dont les images de soldats russes morts avaient amené la sympathie de la population et son opposition à la guerre. Cette fois-ci, seuls quelques journalistes seront autorisés à entrer sur le territoire tchétchène, sous escorte militaire seulement, et toutes les images et témoignages qu'ils obtiendront passeront sous la loupe des autorités russes. La censure des médias russes durant le conflit passera ainsi à un niveau jamais vu jusqu'à présent.

¹⁰⁸ Comité pour la Protection des Journalistes.

¹⁰⁹ George Sokoloff, *Métamorphose de la Russie, 1984-2004*, aux Éditions Fayard, 2004.

¹¹⁰ Floriana Fossato, « *La télévision, média du pouvoir* », dans *Pouvoirs*, n° 112, 2005.

La pression sur les médias s'accroît davantage après la prise d'otage du Théâtre de la Doubrovka à Moscou, en octobre 2002, la presse étant accusée de faire le jeu des terroristes. En novembre 2002, la Douma adopte un amendement à la loi antiterroriste qui restreint considérablement la liberté des médias russes. Elle interdit, en termes peu précis, la publication de toute information « *pouvant servir à la propagande ou à la justification des activités extrémistes* ». Cette nouvelle loi autorise ainsi le pouvoir à poursuivre n'importe quel journaliste ou média qui traitera de terrorisme ou de la Tchétchénie. *Reporters sans frontière*,¹¹¹ dans de nombreux articles, s'inquiète d'ailleurs de la multiplication des entraves à la couverture médiatique pour tout ce qui a trait à la question tchétchène.

Le meilleur exemple de l'ingérence du Kremlin et de la censure des différents médias reste la couverture médiatique de la prise d'otage dans une école de Beslan en Ossétie du Nord, en septembre 2004. Tout au long de l'évènement, les télévisions se sont contentées de relayer les informations officielles et n'ont montré que tardivement des images de l'assaut donné par les forces de l'ordre. Contrastant avec la censure télévisuelle, la presse écrite s'est montrée plus indépendante et critique en offrant à ses lecteurs des informations très différentes de celles diffusées sur les chaînes de télévision, par exemple sur le nombre des otages, les revendications des ravisseurs, les circonstances de l'assaut, etc. Par ailleurs, de nombreux journalistes de médias étrangers ont été interpellés ou expulsés du pays par les autorités russes. Ces actions démontrent bien l'intolérance du Kremlin vis-à-vis de tout genre de critique lorsqu'il est question de la Tchétchénie ou du régime politique russe.

Ainsi, le contrôle qu'exerce le gouvernement russe sur la télévision nationale et son recours à une réglementation répressive, au harcèlement et à des attaques contre les médias et les journalistes qui couvrent le conflit en Tchétchénie, sont autant

¹¹¹ Organisme non gouvernemental qui défend les journalistes emprisonnés et la liberté de presse dans le monde.

d'indices qui confirment la censure des médias en Russie et du même coup l'affaiblissement des idéaux démocratiques en Russie.

3.5.2. Dans la logique « antiterrorisme »

La menace que fait peser la Tchétchénie sur la stabilité de la Fédération russe sera utilisée à outrance par le pouvoir dans les justifications sur la nécessité de rétablir l'autorité de l'État sur les régions. Grâce à la Tchétchénie, le budget militaire de la Russie doublera et Poutine confiera les opérations sur le territoire tchétchène aux renseignements généraux russes (FSB) qui se chargeront désormais de la direction des opérations sur le terrain. Or, ces structures se nourrissent de la guerre. Le FSB fonctionne en pleine autarcie et n'est plus contrôlé par personne, pas même par Vladimir Poutine. L'arbitraire, le mépris des droits de l'Homme, et le chaos qui règne en Tchétchénie laissent présager un mépris total de ces organisations pour la normalisation de la république et le retour de la paix. L'augmentation du pouvoir et de la participation de ces mêmes organes sur le territoire russe fait donc craindre la même dérive autoritaire à l'extérieur de la petite république et, sous le couvert de la lutte antiterroriste, la militarisation de la société s'accroît :

« Certaines tendances à l'œuvre dans les 'structures de force' et certaines évolutions de l'État et de la société russes peuvent faire apparaître la guerre en Tchétchénie comme une sorte de laboratoire miniature pour l'expérimentation, à échelle réduite, d'un système qui serait destiné à se diffuser dans toute la Russie. »¹¹²

Alors qu'auparavant la guerre était une « opération de politique intérieure », suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, elle s'inscrit maintenant dans la logique des opérations « antiterroristes ». Tout comme Georges Bush, Poutine dit combattre « l'axe du mal » et associe les terroristes tchétchènes aux réseaux de combattants islamistes d'Al-Qaïda. Ce nouveau discours permet le rapprochement avec les États-Unis et un certain silence de la communauté internationale sur les

¹¹² Anne Le Huérou et autres, *op. cit.*, p.127.

agissements de la Russie en territoire tchétchène. Mais la « *normalisation* » annoncée en Tchétchénie n'est en fait qu'une gigantesque répression de la population tchétchène : camp de « filtration », rançonnage, pillage, etc. La Tchétchénie redevient le territoire idéal pour les activités économiques frauduleuses.

Hélène Blanc, politologue au CNRS et spécialiste de la Russie constate le lien entre la dégradation de la démocratie en Russie et le conflit en Tchétchénie :

« Il est clair que les libertés se réduisent comme peau de chagrin en Russie et que la seconde guerre de Tchétchénie a, en quelque sorte, servi de détonateur ou d'alibi au recul de ses valeurs. »¹¹³

Au nom de la « *sécurité de l'État* », Poutine est déterminé à régler une fois pour toute la question tchétchène, et les opérations militaires en Tchétchénie viennent définitivement consolider le côté autoritaire du nouveau régime. Le politologue Emil Païne déplore :

« C'est par la réforme de l'ensemble du système du pouvoir russe, jugé défaillant, que le chef de l'État annonce vouloir répondre aux terroristes qui recherchent la 'désintégration du pays'. Soucieux de préserver 'l'unité nationale', Vladimir Poutine a expliqué qu'il allait s'attacher à renforcer 'radicalement' l'emprise du pouvoir central sur les régions. »¹¹⁴

Médias muselés, opposition politique marginalisée, justice manipulée, organes de sécurité libérés de toute supervision, économie contrôlée, et opinion publique flattée dans le sens nationaliste sont tous des caractéristiques typiques d'un pouvoir central autocratique. La guerre en Tchétchénie contribue tout simplement à mettre en lumière les évolutions du nouveau régime vers une restauration progressive d'un certain autoritarisme politique. La Russie, loin d'être désormais un « État de droit », se dirige de plus en plus avec Vladimir Poutine vers un « État de force ». La justice,

¹¹³ Hélène Blanc, T comme Tchétchénie, Éditions Ginkgo, Montreuil, 2005, p.114.

¹¹⁴ Le Figaro, 14 septembre 2004.

seule garante de l'application des lois, est complètement corrompue et asservie aux organes politiques. Par exemple, le Tribunal constitutionnel prouvera son allégeance au pouvoir central par une résolution selon laquelle la guerre en Tchétchénie n'irait pas à l'encontre du « *droit de l'Homme à la vie* »¹¹⁵...

Les dernières réformes entreprises par le gouvernement Poutine, soient le renforcement de l'autorité de l'État ainsi que la verticalité du pouvoir, tendent à nous indiquer l'adoption, par le Président, d'une tendance autoritaire pour le régime politique russe. La recentralisation excessive du pouvoir entre les mains de l'administration présidentielle, l'implantation d'une « *dictature de la loi* » sélective, le musellement des médias et l'absence d'opposition politique, représentent des signes importants d'une graduelle décomposition du système démocratique en Russie. L'étude du cas tchéchène, dans cette optique, nous permet de bien mettre en lumière les dérives autoritaires du régime, puisqu'il représente en quelque sorte un miroir grossissant des dérives autoritaires que tend progressivement à prendre le régime politique russe.

¹¹⁵ Carine Clément, « *Régression record, popularité record : Aux racines du phénomène Poutine* », dans Le Monde diplomatique, février 2003, p.12.

Conclusion

La guerre de Tchétchénie comme indice du développement étatique russe

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la crainte de la désintégration de la Fédération de Russie est demeurée omniprésente tout au long de son parcours vers la construction étatique et l'élaboration de ses structures institutionnelles. La déclaration d'indépendance tchétchène et son désir de vouloir quitter la Fédération à tout prix intervenaient dans une période intense de la crise identitaire russe. Alors que la Tchétchénie constituait une exception, le pouvoir central n'a pas su traiter la situation comme telle. L'usage de la force pour régler le conflit tchétchène est venue rappeler les nombreuses séquelles laissées par l'absence de tradition démocratique dans l'histoire de la Russie. Or, les conséquences des interventions armées du pouvoir fédéral russe auront été très significatives dans les perspectives et l'évaluation que nous pouvons faire du parcours russe vers la démocratie. Comme l'affirme Jacques Allaman, *« empire théocratique et multinational avant 1917, machine totalitaire et militaire durant la période soviétique, la Russie post-communiste est incapable de se penser comme un État moderne, fédéral et décentralisé. »*¹¹⁶

Nous avons tenté de démontrer tout au long de ce mémoire que le conflit en Tchétchénie jouait un rôle de révélateur, et parfois même d'amplificateur, des transformations politiques et sociales qui se sont déroulées en Russie depuis une quinzaine d'années. Notre hypothèse était qu'il existait une interrelation forte, mais

¹¹⁶ Jacques Allaman, *Guerre de Tchétchénie ou l'irrésistible ascension de Vladimir Poutine*, Éditions Georg, Genève, 2000, p.143.

surtout complexe, entre le conflit en Tchétchénie et les évolutions de la société et du pouvoir russes. Ainsi, nous avons pu observer que le rapport de l'État russe à la question tchétchène était fort différent selon les deux contextes politiques analysés et que les actions entreprises en Tchétchénie par le pouvoir central ont souvent été manipulées en fonction d'un agenda politique interne de la Russie.

Sous la présidence de Boris Eltsine, la première guerre de Tchétchénie apparaissait dans un contexte de construction et d'élaboration des structures étatiques et institutionnelles. La Russie, confrontée à une situation de déstabilisation sur son propre territoire, a maladroitement fait l'usage de la force pour ramener la république rebelle à l'intérieur de la Fédération russe et ce, dans une optique de démonstration de force pour empêcher la création de fâcheux précédents. Or, nous en avons conclu que l'impact de l'intervention survenant dans une période d'affaiblissement matériel et social de l'État russe, et en raison des revers militaires et politiques qui ont découlé du conflit, aura contribué davantage à l'affaiblissement de l'État russe qu'à sa consolidation. L'évolution politique qui conduisit à la guerre, à la fin de 1994, traduit bien la décomposition du système politique russe, de ses institutions et des relations entre les principaux acteurs du jeu politique.

Dans cette optique, Olivier Roy confirme : « *la guerre de Tchétchénie est donc un aveu de faiblesse, un substitut à un retour de la Russie comme grande puissance et une feuille de vigne masquant un déclin continu de la Russie.* »¹¹⁷ Cette première guerre jouera davantage le rôle d'une compensation symbolique pour un pays qui fait le deuil de son empire et son échec sera désastreux pour la construction identitaire russe. Elle viendra notamment démontrer les problèmes endémiques que connaît la Russie post-soviétique et fragilisera son parcours vers un véritable « État de droit ».

¹¹⁷ Olivier Roy, « *Tchéchénie : un problème russe* », dans *Tchéchénie : la guerre jusqu'au dernier?* sous la direction de Frédéric Longuet-Marx, p.194.

Alors que sous Eltsine la guerre de Tchétchénie nous aura permis de mettre en lumière les problèmes endémiques du nouvel État russe, sous la présidence de Vladimir Poutine, la guerre viendra plutôt justifier les tentatives de restauration de l'État central, en plus de fournir un prétexte idéal au besoin impératif du Président de recourir à des mesures autoritaires pour assurer une certaine stabilité et rétablir l'ordre sur le territoire russe. En utilisant très habilement une « *démagogie sécuritaire* », Poutine et son gouvernement ont su utiliser la deuxième guerre de Tchétchénie pour acquérir une crédibilité électorale, en plus de s'affirmer comme les seuls garants de la sécurité et de l'unité de la Fédération. Poutine utilisera la « *guerre contre le terrorisme en Tchétchénie* » pour adopter des mesures centralisatrices comme la verticalité du pouvoir, la censure des médias, discréditer toute opposition, et renforcer sa mainmise sur l'ensemble de la société et des institutions russes.

En analysant les différentes caractéristiques du régime Poutine et en examinant sa politique « antiterroristes » dans le Caucase, nous sommes à même de nous interroger sur les perspectives démocratiques en Russie post-soviétique. Est-ce là un prélude plus autoritaire qui serait nécessaire à l'établissement définitif d'un régime démocratique sain, ou est-ce plutôt les signes annonciateurs d'un durcissement définitif du régime russe ? Il est bien difficile pour le moment de répondre à cette question. Poutine en est, en théorie, à son deuxième et dernier mandat présidentiel. Or, reste à savoir s'il aura la volonté de modifier la Constitution pour se représenter à nouveau et ainsi outrepasser les règles déjà pré-établies par le régime.

À travers notre analyse, nous avons pu constater les impacts de la guerre sur la construction étatique russe, mais aussi sur les étapes de la construction identitaire russe. C'est pourquoi nous sommes en mesure d'affirmer que la Tchétchénie est victime de la crise identitaire russe. En effet, la Tchétchénie cristallise les frustrations

et met en lumière les dysfonctionnements de la société russe. Ce qui s'y passe là-bas, malgré les semblants de « normalisation » dont tente de convaincre le gouvernement russe, est un excellent indice du développement étatique russe, et nous fournit quelques perspectives sur le mauvais état de la démocratie en Russie.

« La guerre de Tchétchénie est bien au cœur même de la question russe d'aujourd'hui, pour le plus grand malheur des Tchétchènes, mais aussi dans l'avenir, de plus en plus de Russes. »

Olivier Roy¹¹⁸

¹¹⁸ Olivier Roy, *op. cit.* , p.195.

Annexe 1

Accord de Khassaviourt
Du 31 août 1996

Déclaration conjointe

« Nous, soussignés, compte tenu des progrès enregistrés dans la mise en œuvre d'accords de cessez-le-feu, désireux de créer des conditions mutuellement acceptables pour un règlement politique du conflit armé, reconnaissant le caractère inadmissible du recours à la force armée ou à la menace de la force pour régler les différends, reconnaissant le droit universel des peuples à disposer d'eux-mêmes et les principes d'égalité, de bonne volonté, de liberté d'expression, de renforcement de la concorde entre les nationalités et de sécurité des peuples, réaffirmant leur volonté de défendre sans condition les droits et libertés de l'homme et du citoyen quels que soient son appartenance nationale, sa confession, son lieu de résidence et autres différences et de réprimer les actes de violence à l'égard des opposants politiques, reconnaissant ce faisant la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1949 et le Pacte international des droits civils et politiques de 1966, ont élaboré conjointement les Principes relatifs à la détermination des fondements des relations entre la Fédération de Russie et la République tchétchène, sur la base desquels le processus de négociations sera établi à l'avenir.

A. Lebed
S. Kharlamov

A. Maskhadov
S. Aboumouslimov

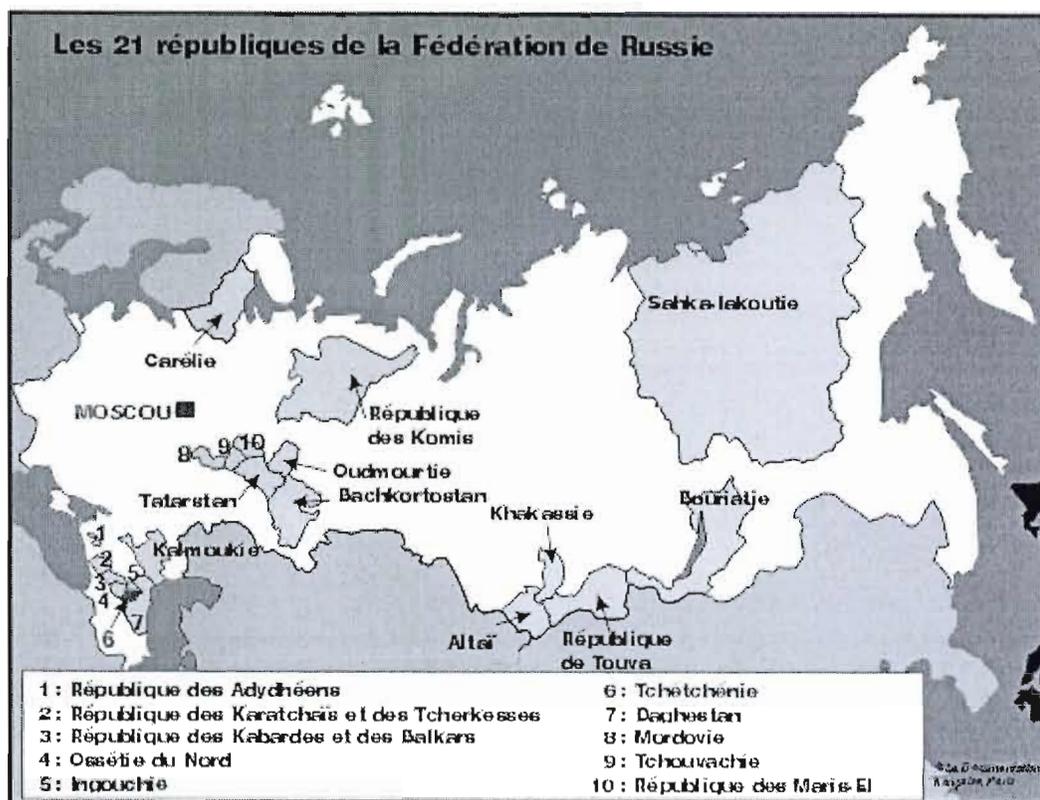
Signé le 31 août 1996 à Khassaviourt
En présence du chef du Groupe d'assistance de l'OSCE
en République tchétchène, T. Guldimmann

Principes relatifs à la détermination des fondements
des relations entre la Fédération de Russie
et la République tchétchène

1. *Un accord sur les fondements des relations entre la Fédération de Russie et la République tchétchène, déterminées conformément aux principes et aux normes universels du droit international, doit être conclu d'ici le 31 décembre 2001.*
2. *Au plus tard le 1^{er} octobre 1996, sera formée une commission unie composée de représentants de l'administration de la Fédération de Russie et de la République tchétchène afin de :*
 - *contrôler la mise en œuvre du décret no 985 du président de la Fédération de Russie du 25 juin 1995 et préparer un projet concernant l'achèvement du retrait des troupes;*
 - *élaborer des mesures concertées pour combattre la criminalité, le terrorisme et les manifestations de haine nationale et religieuse et contrôler leur mise en œuvre;*
 - *élaborer un projet de rétablissement des relations budgétaires, financières et monétaires;*
 - *élaborer et soumettre au Gouvernement fédéral un programme de reconstitution des équipements économiques et sociaux de la République tchétchène;*
 - *et contrôler le travail mené dans un esprit de concertation par l'administration et autres organisations intéressées pour assurer l'approvisionnement de la population en produits alimentaires et en médicaments.*
3. *La législation de la République tchétchène se fonde sur le respect des droits de l'homme et du citoyen, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur les principes d'égalité des peuples, de défense de la paix civile, de la concorde entre les ethnies et de la sécurité des habitants de la République tchétchène indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur confession et d'autres distinctions.*
4. *La commission unie achèvera ses travaux d'un commun accord. »¹¹⁹*

¹¹⁹ Tiré du livre « Tchétchénie : la guerre jusqu'au dernier ? », sous la direction de Frédérique Longuet Marx, Éditions Mille et une nuits, décembre 1999, p.43-46.

Annexe 2



Annexe 3



- Le Huérou, Anne, Aude Merlin, Amandine Regamey, et Silvia Serrano, Tchéchénie : une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre, Éditions Autrement, 2005, 166 p.
- Lieven, Anatol, Chechnya: tombstone of Russian power, Éditions New Haven, Conn, Yale University Press, 1998, 436p.
- Lieven, Anatol et autres, Russia's restless Frontier : the Chechnya factor in Post-soviet Russia, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2004, 264 p.
- Sous la direction de Frédérique Longuet-Marx, Tchéchénie : la guerre jusqu'au dernier?, Éditions Mille et Une Nuits, 2003, 195 p.
- Nikolaev, Yu.V, The Chechen tragedy : who is to blame, Éditions Commack, New York, 1996, 121p.
- O'Ballance, Edgar, Wars in the Caucasus 1990-1995, New York Press University Press, 1997, 238 p.
- Oliker, Olga, Russia's Chechen wars 1994-2000: Lessons from Urban Combat, Rand, Santa Monica, 2001, 102 p.

Sur l'histoire Russo-tchéchéne :

- Cazacu, Mateï, Au Caucase : Russes et Tchétchènes, récits d'une guerre sans fin, Éditions Georg, Genève, 1998, 302p.
- Dumas, Alexandre, Chamil et la résistance tchéchéne contre les Russes, Éditions Nautilus, Paris, 2001, 187p.
- Grigorianz, Alexandre, La montagne du sang : histoire, rites et coutumes des peuples montagnards du Caucase, Éditions Georg, Suisse, 1998, 318p.

Sur la politique intérieure russe :

- Afanassiev, Youri, De la Russie, les enjeux actuels, Éditions Fayard, 2002, 406 p.
- Allaman, Jacques, Guerre de Tchétchénie ou l'irrésistible ascension de Vladimir Poutine, Éditions Georg, Genève, 2000, 160p.
- Blanc, Hélène, KGB connexion : le système Poutine, Éditions Hors Commerce, Paris, 2004, 322 p.
- Breslauer, George W., Gorbatchev and Yeltsin as Leaders, Cambridge University Press, 2002, 331 pages.
- Daubenton, Annie, Russie, l'État carnivore, Éditions Denoël, Documents Actualité, Paris, 1998, 274 p.
- Daucé, Françoise, L'État, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique, Éditions L'Harmattan, 2001.
- Favarel-Garrigues, Gilles, et Kathy Rousselet, La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?, Éditions CERI /Autrement, Paris, 2004.
- Gevorkian, Natalia, Natalia Timakova et Andreï Kolesnikov, First Person, Self Portrait of Vladimir Putin, Cambridge, Public Affairs, 2000.
- Gratchev, Andreï, L'exception russe : Staline est-il mort ?, Éditions du Rocher, 1997, 221 p.
- Gurfinkiel, Michel et Vladimir Fedorovski, Le retour de la Russie, Éditions Odile Jacob, Paris, 2001, 310 p.
- Klebnikov, Paul, Parain du Kremlin : Boris Berezovski et le pillage de la Russie, Éditions Robert Laffont, Paris, 2000, 455 p.
- Lorrain, Pierre, La mystérieuse ascension de Vladimir Poutine, Éditions du Rocher, Monaco, 2000, 453p.
- Mendras, Marie, Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque, Éditions Autrement, 2003, 122 p.

- Mémoires : Boris Eltsine, traduit par Robert Macia, Éditions Flammarion, 2000, 559 pages.
- Radvanyi, Jean, La nouvelle Russie ; l'après 1991 : un nouveau « temps des troubles », Éditions Armand Colin, Paris, 1996, 406 p.
- Radvanyi, Jean, Les États postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques, Éditions Armand Colin, Paris 2003, 235 pages.
- Roche, François, Les cuisines du Kremlin, Éditions Du Seuil, Paris, 2004, 197 p.
- Roche, Michel, Thérapie de choc et autoritarisme en Russie, la démocratie confisquée, Éditions L'Harmattan, 2000, 247 p.
- Sapir, Jacques, Le chaos russe, Éditions La Découverte, Paris, 1996, 328 p.
- Shevtsova, Lilia, Eltsin's Russia, Carnegie Endowment, New York, 1999.
- Shevtsova, Lilia, Putin's Russia, Carnegie Endowment, New York, 2003.
- Vadrot, Claude-Marie, Où va la Russie ? Éditions FIRST-Documents, Paris, 1996, 373p.
- Vernet, Daniel, La Russie de Vladimir Poutine : l'héritier du despotisme oriental se tourne vers l'Occident, par L'Institut Français des Relations Internationales, Paris, Octobre 2002, 66 p.
- W.Breslauer, George, Gorbatchev and Yeltsin as Leaders, Cambridge University Press, 2002, 331 p.

La Tchétchénie et les enjeux internationaux (guerre au terrorisme et pétrole) :

- Del Valle, Alexandre, Guerres contre l'Europe, Éditions des Syrtes, Paris, 2001, 431p.
- Encel, Frédéric et Olivier Guez, La grande alliance : de la Tchétchénie à l'Irak : un nouvel ordre mondial, Éditions Flammarion, 2003.

- Henze, Paul, Islam in the North Caucasus : the Exemple of Chechnya, Santa Monica, 1995, 43 p.
- Murphy, Paul J., The Wolves of Islam : Russia and the Faces of Chechen terror, Brassey's, 2004, 281 p.
- Panico, Christopher, Conflicts in the Caucasus : Russia's war in Chechnya, Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism, London, 1995, 25p.
- Pouvreau, Ana, Les Russes et la sécurité européenne, Éditions L'Harmattan, Paris, 1998, 155p.
- Russell-Johnston, David, Droits humains en souffrance : discours et articles 2000, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2001, 165p.
- Yerasimos, Stefanos, Questions d'Orient : frontières et minorités des Balkans au Caucase, Éditions La Découverte, Paris, 1993, 246p.

Récits journalistiques et rapports internationaux:

- Astigarraga, Isabelle, Tchéchénie, un peuple sacrifié, Éditions L'Harmattan, Paris, 2001, 432p.
- Babitski, Andrei, Un témoin indésirable, Éditions R.Laffont, Paris, 2002, 247p.
- Binet, Laurence, Le chardon tchéchéne, sous le rouleau compresseur russe, Éditions Syros Jeunesse, 2003, 117 p.
- Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme, Tchéchénie, terreur et impunité : un système organisé, mars 2002, 56p.
- Fleutiaux, Brice, Otage en Tchéchénie, Éditions Robert Laffont, Paris, 2001, 332 p.
- Jean, François, Populations en danger : 1996, dans « *Tchéchénie : la résistance à l'oppression* », par Médecins sans Frontière, Éditions La Découverte, Paris, 1996, p. 126-140.
- Lebed, Alexandre (le Général), Les mémoires d'un soldat, Éditions du Rocher, Monaco, 1998, 370 p.

- Le Guilledoux, Dominique, Si je mourrais là-bas ... en Tchétchénie, Éditions Fayard, 2003, 293 p.
- Melnikova, Valentina et Anna Lebedev, Les petits soldats : le combat des mères russes, Éditions Bayard, Paris, 2001, 177p.
- Nivat, Anne, Chienne de guerre, Éditions Librairie Générale française, Paris, 2001, 312p.
- Nivat, Anne, La guerre qui n'aura pas eu lieu, Éditions Fayard, 2004, 216 p.
- Politkovskaïa, Anna, Voyage en enfer, journal de Tchétchénie, Éditions Robert Laffont, Paris, 2000, 209 p.
- Politkovskaïa, Anna, Tchéchénie : le déshonneur russe, Éditions Buchet / Chastel, 2003, 185 p.
- Suau, Anthony, Cohen, Bernard, et Stanley Greene, Dans les montagnes où vivent les aigles, Éditions Actes Sud, Arles, 1995, 102p.

Articles de périodiques :

- Astigarraga, Isabelle, «*Tchéchénie, trois ans de chaos* », dans Le Monde-Diplomatique, mars 2000, p.9.
- Avioutskii, V., «*Nord-Caucase : un 'étranger intérieur' de la Fédération de Russie* », dans Hérodote, no 104, janv-mars 2002, p.92-118.
- Avioutskii, V., «*L'engrenage de la guerre en Tchétchénie* », Hérodote, n-81, 2^e trimestre 1996, p.35 à 69.
- Bachkatov, Nina, «*Guerre sans fin en Tchétchénie : mains libres pour la Russie* », dans Le Monde-Diplomatique, décembre 2002, p.20.
- Boyer, Yves et Isabelle Facon (dir.), «*La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture.* », dans Repères stratégiques, Fondation pour la Recherche Stratégique, Éditions Ellipses, 2000.

- dans Les Cahiers de l'Express, dossier « 1991-1995 : les années Eltsine », no 35, octobre 1995.
- Cheterian, Vicken, « *Destructions et exactions: la Russie s'enlise en Tchétchénie* », dans Le Monde-Diplomatique, mars 2002, p.14
- Carine Clément, « *Régression record, popularité record : Aux racines du phénomène Poutine* », dans Le Monde diplomatique, février 2003.
- Froment-Meurice, Henri, « *Tchétchénie, Islam et pétrole* », dans Commentaire, vol. 23, no 89, printemps 2000, p.21-28.
- Gordadze, Thornike, « *Le cercle de feu caucasien* », dans Politique Internationale, no 86, hiver 1999-2000.
- Jean, François, « *Tchétchénie : la revanche de la Russie* », dans Esprit, no 2 (261), février 2000, p.37-54.
- Jégo, Marie, « *La Russie et ses démons xénophobes et racistes* », dans Le Monde, 21 juin 2001.
- Entretien avec Ilias Akhmadov, « *Voyage au bout du désespoir* », dans Politique Internationale, no 88, été 2000, p.251-264.
- Lesage, Michel, « *De l'URSS à la Fédération de Russie* », dans Historiens et Géographes, no 351, décembre 1995.
- Mandeville, Laure, « *Poutine, le prisonnier du Caucase* », dans Politique Internationale, no 98, hiver 2002-2003.
- Malashenko, Alexei, « *Alarmes dans le Caucase : Du Daghestan à la Tchétchénie, escalade militaire et 'péril islamique'* », dans Le Monde-Diplomatique, octobre 1999, p.10 et 11.
- Mendras, Marie, « *Tchétchénie, la guerre du Kremlin* », dans Esprit, no 3-4, mars-avril 1995.
- Nicholson, Martin, « *Putin's Russia: Slowing the Pendulum without Stopping the Clock* », dans International Affairs, vol. 77, no. 3, octobre 2001.
- Nivat, Anne, « *Grozny : le temps des rafles* » dans Le Monde, Jeudi 2 janvier 2003, no 1991.

- Paillard, Denis, «*Guerre sans fin en Tchétchénie : questions sur le massacre de Moscou* », dans Le Monde-Diplomatique, décembre 2002, p.21.
- Politkovskaïa, Anna, «*Tchétchénie, chronique d'un génocide oublié* », dans Le Monde, Jeudi 24 avril 2003, no 2007.
- Radvanyi, Jean, «*Décompositions dans le Caucase et en Asie centrale : Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie* », dans Le Monde-Diplomatique, novembre 1999, p.4 et 5.
- Ramonet, Ignacio, «*Tchétchénie* », dans Le Monde-Diplomatique, Février 2000, p.1.

Film :

- « *The Betrayed* », réalisé par Clive Gordon, October Films for Channel Four, Television Corporation, 78 minutes, 1995.